

REVUE DE MILIEU D'ANNEE 2025



Partie 1 : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE AU

PREMIER SEMESTRE 2025..... 2

I.1. Au niveau du secteur primaire	3
I.2. Au niveau du secteur secondaire	4
I.3. Au niveau du secteur tertiaire.....	4
I.4. Evolution d'autres principaux agrégats économiques	6

2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2025..... 10

II.1. Mobilisation des ressources.....	10
II. 2. Exécution des dépenses	16

3ème PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2025.....25

III.1. Les prévisions de croissance économique	25
III.2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2025	26

CONCLUSION	27
------------------	----

ANNEXES	28
---------------	----

SIGLES ET ABREVIATIONS

BRVM	Bourse R égionale des V aleurs M obilières
BTP	Bâtiment et Travaux P ublics
CDD	Contrat de D ésendettement et de D éveloppement
CNS	Conseil N ational de S écurité
DGE	Direction G énérale de l' E conomie
DGF	Direction Générale du Financement
DGI	Direction G énérale des Impôts
DPSB	Direction des P olitiques et S ynthèses B udgétaires
FER	Fonds d'Entretien R outier
FIMR	Fonds d'Investissement en M ilieu R ural
FMI	Fonds M onétaire International
IBP	International B udget P artnership
ICA	Indice du C hiffre d' A ffaires
IHPI :	Indice H armonisé de la P roduction Industrielle
INS	Institut N ational de la S tatistique
MEF	M inistère de l' E conomie et des F inances
PIB	P roduit Intérieur B rut
PME	P etite Et M oyenne E ntreprise
PMI	P etite et M oyenne I ndustrie
PND	P rogramme N ational de D éveloppement
PURGA	P rogramme d' U rgence de Soutien aux filières A gricoles
SIGOBE	S ystème Intégré de G estion des D épenses B udgétaires de l' E tat

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel des principaux pays avancés et pays en développement (en %)	2
Tableau 2 : Évolution des principales productions de l'agriculture d'exportation en tonne	3
Tableau 3 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport	5
Tableau 4 : Évolution des principaux indicateurs de l'Indice des Prix à la consommation	6
Tableau 5 : Évolution du solde commercial (FAB-CAF) hors biens exceptionnels ainsi que des exportations et des importations	8
Tableau 6 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2025 (En milliards de FCFA)	10
Tableau 7 : Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2025	11
Tableau 8 : Synthèse des résultats suite aux actions particulières à fin juin 2025/2024	13
Tableau 9 : Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2025/2024 par nature d'impôts (Montants en millions de FCFA)	13
Tableau 10 : Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2025/2024 par régime d'exonération (Montants en millions de FCFA)	13
Tableau 12 : Situation des dépenses à fin juin 2025	16
Tableau 13 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères	19
Tableau 15 : répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2025 par fonction	20
Tableau 14 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2025	21
Tableau 15 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2025	22
Tableau 16 : dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2025	23
Tableau 17 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du programme Economique et Financier	24
Tableau 18 : Evolution des principaux agrégats macro-économiques	25

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance annuel du PIB au niveau mondial et dans les principales économies (en %)	2
Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar américain	2
Graphique 2 : Évolution du taux d'inflation mondial (en %)	2
Graphique 4 : Évolution des indices de la production industrielle à fin mai 2025 en glissement annuel	4
Graphique 5 : Évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	4
Graphique 6 : Répartition des passagers à l'aéroport d'Abidjan à fin juin 2025	5
Graphique 7 : Évolution du trafic internet	5
Graphique 8 : Évolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	6
Graphique 9 : Évolution de la hausse des prix à la production industrielle en glissement annuel	7
Graphique 10 : Évolution des stocks de salariés à fin juin	7
Graphique 11 : Évolution du solde commercial (FAB-CAF) hors biens exceptionnels en cumul sur le premier semestre 2025	8
Graphique 1 : Évolution de la masse monétaire et des créances sur l'économie	9
Graphique 13 : : répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2025 par missions	20

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin juin 2025 et perspectives 2025).....	29
ANNEXE 2 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères et natures dépenses.....	30
ANNEXE 3 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par fonctions	33
ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par missions	34
ANNEXE 5 : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministères hors avances, CST et Administration Générale au 30 juin 2025	36

INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire affirme sa volonté de promouvoir une gestion rigoureuse et transparente des finances publiques, en conformité avec la directive n°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques. Cet engagement se traduit par la production et la publication régulières de documents budgétaires et financiers, dont les rapports d'exécution budgétaire, qui constituent des instruments essentiels de redevabilité et de bonne gouvernance.

Dans cette dynamique, la présente revue de milieu d'année 2025 rend compte de l'exécution du budget de l'État au 30 juin 2025. Elle fait l'analyse de la situation économique et dresse le bilan de la mise en œuvre du budget à travers l'évaluation de la mobilisation des ressources et l'examen du niveau d'exécution des dépenses publiques.

Au-delà de ce diagnostic, le rapport propose également une lecture prospective, en mettant en lumière les perspectives macroéconomiques et budgétaires pour le reste de l'exercice 2025, afin d'anticiper les défis et d'orienter les décisions de politique économique et budgétaire.

Partie 1 : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COTE D'IVOIRE
AU PREMIER SEMESTRE 2025

Environnement international

L'économie mondiale poursuit sa résilience en 2025 malgré les risques majeurs liés aux droits de douane fixés par les Etats-Unis ; aux tensions géopolitiques et aux déficits budgétaires. La croissance économique mondiale devrait se situer à 3% selon les dernières projections du FMI soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2025. Les États-Unis (+1,9 %) et le Royaume-Uni (+1,2 %) affichent les meilleures performances parmi les pays avancés, suivis par la zone euro (+1 %) et le Japon (+0,7 %).

L'inflation mondiale quant à elle se situe à 4,2 %, en recul par rapport à 2024, malgré un léger rebond en zone euro, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les matières premières évoluent de façon contrastée avec le cacao (+27,3 %), le café (+38,2 %), l'or (+39,6 %) et le caoutchouc (+11,5 %) qui progressent, tandis que le coton (-15,0 %) et le pétrole (-14,6 %) reculent. Sur le plan financier, l'euro s'apprécie de +7,0 % face au dollar, le NASDAQ grimpe de +10,1 % et le NIKKEI de +8,1 %, alors que le CAC 40 (-1,4 %) et le FTSE 100 (-1,8 %) se replient.

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance annuel du PIB au niveau mondial et dans les principales économies (en %)

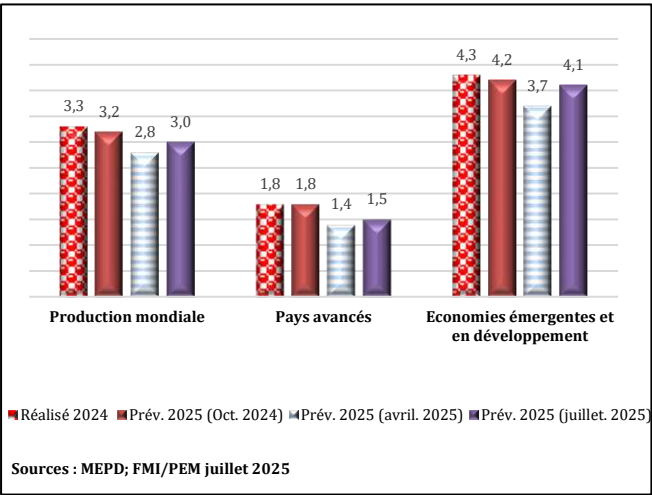
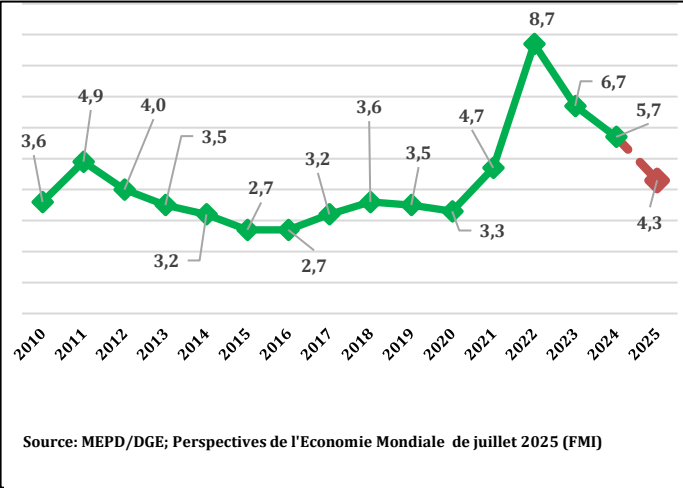


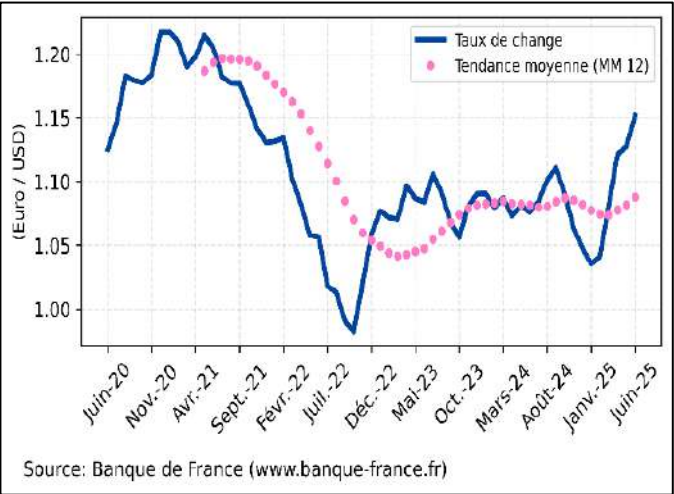
Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel des principaux pays avancés et pays en développement (en %)

Pays /groupe de pays	Croissance du PIB en variation annuel (%)			
	Réalisée 2023 (juillet 2025)	Estimation 2024 (juillet 2025)	Prévisio n 2025 (avril 2025)	Prévision 2025 (juillet 2025)
Mondial	3,3	3,3	2,8	3,0
Pays avancés	1,8	1,8	1,4	1,5
États-Unis	2,9	2,8	1,8	1,9
Zone euro	0,5	0,9	0,8	1,0
Japon	1,4	0,2	0,6	0,7
Royaume-Uni	0,4	1,1	1,1	1,2
Pays émergents et pays en développement	4,7	4,3	3,7	4,1
Chine	5,4	5,0	4,0	4,8
Inde	9,2	6,5	6,2	6,4
Brésil	3,2	3,4	2,0	2,3
Afrique subsaharienne	3,6	4,0	3,8	4,0
Nigéria	2,9	3,4	3,0	3,4
Afrique du Sud	0,8	0,5	1,0	1,0

Graphique 2 : Évolution du taux d'inflation mondial (en %)



Graphique 3 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollar américain



Source : MEPD/DGE, FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2025

L'économie nationale maintient une bonne dynamique grâce aux réformes, aux investissements structurants et une diminution du taux directeur de la BCEAO. L'Indice du Climat des Affaires (ICA) atteint 102,7, les prix restent contenus et la note CPIA est de 3,9/6 contre 3,1 en moyenne pour l'Afrique. L'industrialisation est en marche avec la transformation du cajou (48,2 %) et du cacao (35,1 %), renforcée par des pôles agro-industriels et l'appui du FIDA (45,6 milliards FCFA). La filière hévéa représente avec 82 % de la production africaine.

Le secteur extractif se renforce avec la mine d'or de Doropo (100 tonnes de réserves, un investissement de 300 Mds FCFA, création de 2 500 emplois) et un accord avec Petrobras pour l'exploration de 9 blocs offshore. L'énergie s'oriente vers le vert avec la centrale solaire de Katiola (50 MWc), l'extension prévue à la ville de Tengrela et la construction d'un quai pétrolier à Vridi. L'innovation numérique est dynamisée par Invent'Demain, VivaTech 2025 et un fonds public dédié aux startups.

Le développement du capital humain se manifeste par la formation offerte à 5 000 jeunes. Le PSGouv a réhabilité 7 802 pompes, et les filets sociaux atteignent 527 000 bénéficiaires. En matière climatique, 98 Mds FCFA financent la restauration de 140 000 ha et la CDN 3.0 vise -30,41 % de GES d'ici 2030, appuyée par un contrat de 50 M USD avec le FCPF.

Les infrastructures avancent avec l'échangeur de Koumassi et le bitumage d'axes régionaux. La gouvernance publique s'appuie sur la digitalisation : 11 juridictions intègrent e-justice et 61 000 certificats fonciers ont été délivrés depuis 2018. Enfin, le recensement RGEE-CI vise l'enregistrement de 1,2 M d'unités économiques, tandis que l'IA et la gouvernance des données deviennent des piliers de la stratégie numérique nationale.

I.1. Au niveau du secteur primaire

Ce secteur est marqué par la baisse de production de certains produits notamment le cacao fèves, le café, le coton graine et une augmentation de la production de la banane dessert, de la noix de cajou et du caoutchouc.

Tableau 2 : Évolution des principales productions de l'agriculture d'exportation en tonne

	6 mois 2024	6 mois 2025	Variation (%)
Cacao	721 893,0	554 897,0	-23,1
Café	70 782,0	24 548,0	-65,3
Noix de cajou	867 528,0	1 364 742,0	57,3
Banane dessert	204 357,7	213 133,4	4,3
Caoutchouc	735 881,0	848 487,6	15,3
Sucre	127 346,6	105 175,2	-17,4
Coton graine	254 083,2	236 142,4	-7,1
Régime de palme*	1 460 179,0	1 420 103,1	-2,7

Sources : MEPD/DGE, OPA, MEMINADERPV (Données à fin mai)

Malgré une baisse de production due à des conditions climatiques défavorables, les filières cacao, café et cajou ont vu les revenus des producteurs augmenter grâce à la hausse des prix mondiaux. Le cacao atteint 1 959 FCFA/kg (+65%) et le café 1 500 FCFA/kg (+67%). La transformation locale du cacao progresse (+39%), soutenue par l'inauguration du complexe Transcao PK 24.

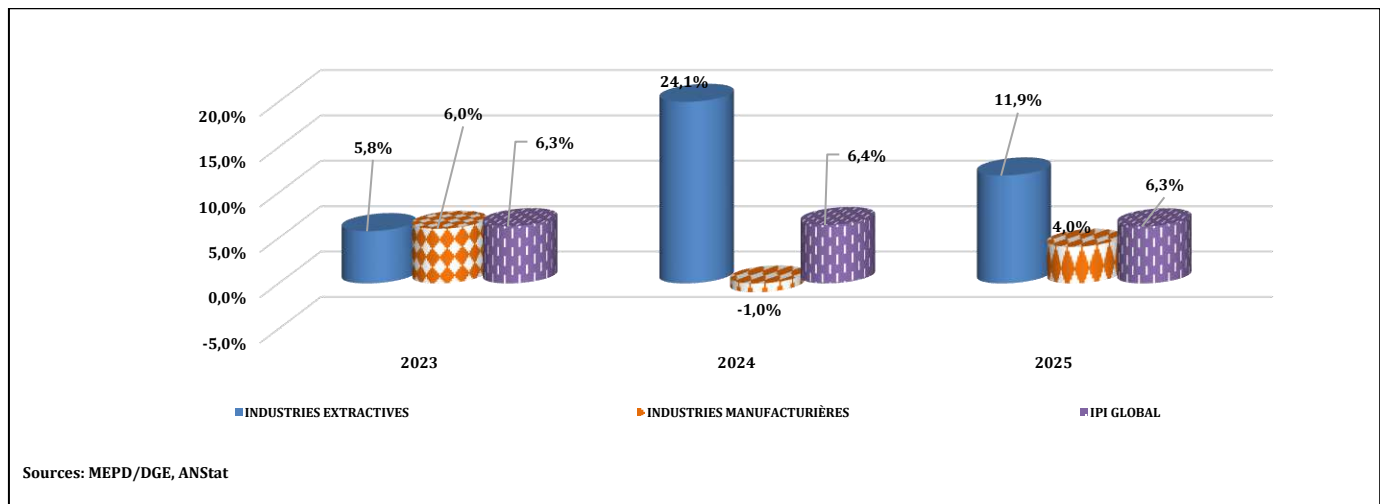
En dépit du recul de la production de coton, l'État maintient les prix et accorde 25,3 milliards FCFA de subventions pour préserver le pouvoir d'achat des producteurs. La noix de cajou se redresse fortement avec un prix de 425 FCFA/kg (+54,5%) et un taux de transformation de 48,2%. Le caoutchouc et la banane bénéficient de bonnes dynamiques, tandis que le sucre et l'huile de palme restent fragilisés, malgré des mesures de relance en cours.

I.2. Au niveau du secteur secondaire

En 2025, l'activité industrielle progresse avec une hausse de 6,3 % de l'indice de production, portée par les industries extractives (+11,9 %), manufacturières (+4,0 %) et énergétiques (+2,9 %). La production de pétrole brut bondit de 35,5 % grâce à la phase 2 du champ Baleine, tandis que l'or (+6,8 %), le nickel (+19,4 %), le manganèse (+14,9 %) et la bauxite (+134,7 %) affichent de fortes hausses. Le diamant reste en pause, en attente d'une relance semi-industrielle.

Les industries manufacturières sont tirées par les boissons (+26 %), les produits chimiques (+21 %), la métallurgie (+68,6 %) et les meubles (+35,2 %), malgré le recul des produits alimentaires (-8,5 %) et du raffinage pétrolier (-4,3 %). L'électricité progresse de 4,2 %, soutenue par l'hydraulique (+21,1 %) et une demande intérieure et extérieure en hausse.

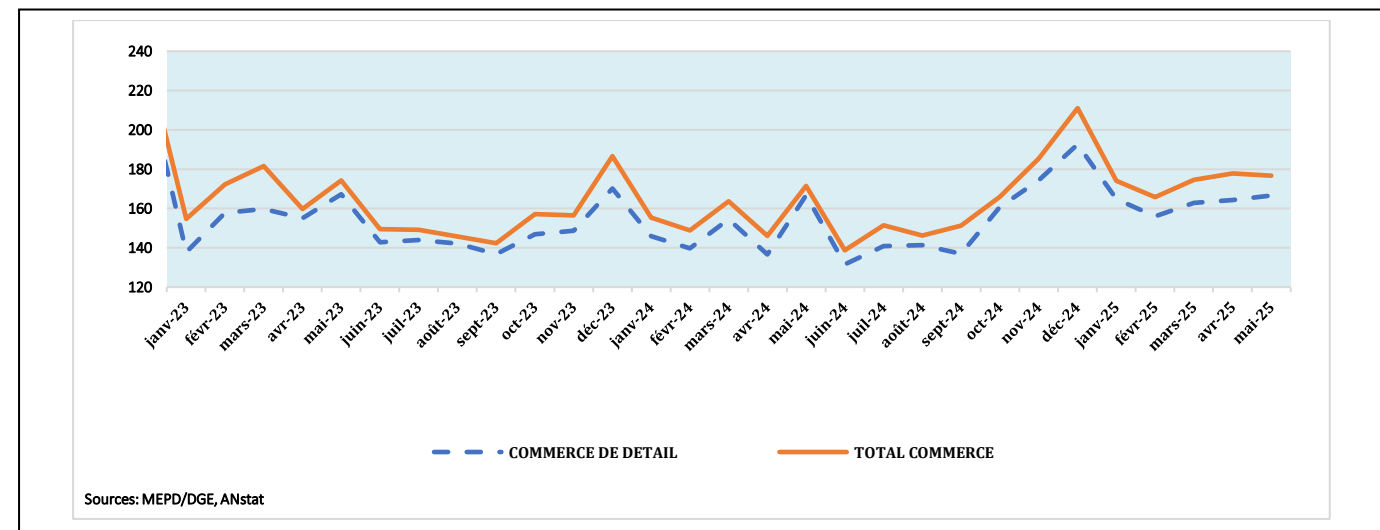
Graphique 4 : Évolution des indices de la production industrielle à fin mai 2025 en glissement annuel



I.3. Au niveau du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire reste solide, avec une hausse de 10,6 % du chiffre d'affaires commercial, portée par le commerce de gros (+37,1 %) et de détail (+9,5 %), soutenue par la demande intérieure et la reprise du transport.

Graphique 5 : Évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de

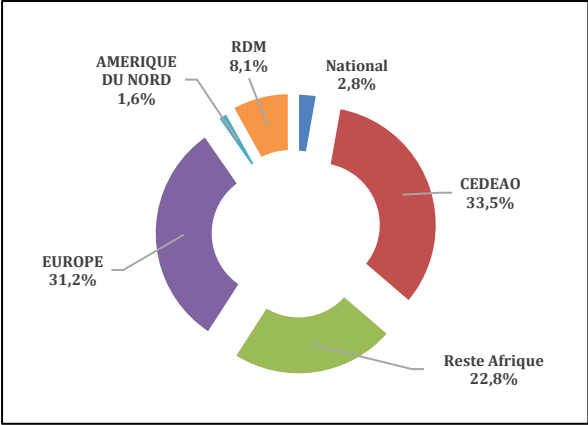


La reprise du transport s'exprime par une progression du secteur ferroviaire de 0,8 %, porté par la reprise des échanges avec le Burkina Faso. Le transport aérien augmente de 8,9 % au deuxième trimestre, avec une légère hausse du nombre de passagers (+0,9 %), un bond du transit direct (+42,6 %) et du fret (+7,2 %). Les flux restent dominés par la CEDEAO (33,5 %), l'Europe (31,2 %) et le reste de l'Afrique (22,8 %), tandis que le trafic domestique reste stable.

Le transport maritime maintient une forte dynamique au premier semestre 2025, avec une croissance de 13,4 % du trafic global, portée par le transbordement (+19,7 %), le trafic national (+13,2 %) et le transit (+18,2 %). Le port d'Abidjan renforce sa position stratégique (+14,9 %) et obtient une notation financière « AA » long terme et « A1 » court terme. Le port de San Pedro progresse de 4 %. L'accostage du navire KOTA OASIS illustre la modernisation du Port Autonome d'Abidjan, soutenue par l'acquisition de nouveaux équipements pour accompagner la hausse du trafic.

En outre, le transport routier progresse de 7,9 %, porté par la hausse de la consommation de carburants, le dynamisme du transport urbain et l'intensification des échanges commerciaux.

Graphique 6 : Répartition des passagers à l'aéroport d'Abidjan à fin juin 2025



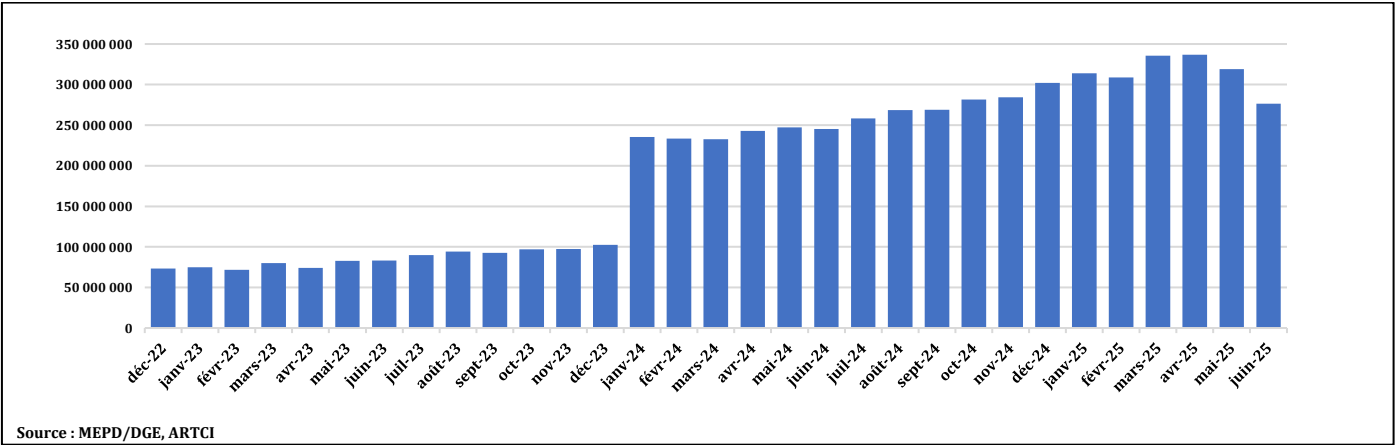
Sources : MEPA/DGE, SITARAIL, AERIA

Tableau 3 : Évolution des principaux indicateurs dans le transport

	06 mois 2024	06 mois 2025	Variation (%)
Trafic de marchandises dans le ferroviaire (en tonnes)	412 475,1	415 733,6	0,8
Total voyageurs	1 191 111	1 234 663	3,7
Passagers commerciaux (aérien)	1 095 914	1 106 284	0,9
Trafic global de marchandises dans le maritime (en milliers de tonnes)	22 632,2	25 664,4	13,4

Le secteur des TIC affiche une croissance modérée du chiffre d'affaires (+1,3 %), soutenue par l'internet fixe (+11,7 %) et la téléphonie mobile (+4,6 %), malgré une baisse du trafic voix (-38,9 %) et SMS (-16,1 %), contrastée par une forte hausse du trafic internet (+31,5 %). Le secteur des TIC reste un pilier du développement durable et une priorité gouvernementale. À partir de la rentrée scolaire 2025–2026, leur enseignement sera étendu au pré-primaire et au primaire, conformément aux réformes issues des États Généraux de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (EGENA), avec l'appui de la Banque Mondiale.

Graphique 7 : Évolution du trafic internet



Source : MEPA/DGE, ARTCI

I.4. Evolution d’autres principaux agrégats économiques

I.4.1. Au niveau du Prix

➤ Progression des prix dans la consommation

Au premier semestre 2025, l’économie ivoirienne a connu une stabilité des prix à la consommation (+0,5 %) et une forte hausse des prix de production industrielle (+13,9 % sur cinq mois), portée par les secteurs extractifs et manufacturiers. L’inflation annuelle s’est établie à 1,8 % en juin, bien en dessous du seuil communautaire, avec un repli à -0,6 % en glissement annuel, dû à la baisse des prix des produits comestibles comme les poissons, fruits tropicaux et légumes. Malgré ce recul ponctuel, les produits comestibles ont augmenté de 1,6 %, notamment les tubercules, huiles végétales et viandes, tandis que les produits importés ont baissé (-0,5 %) et les locaux ont légèrement progressé (+0,6 %). Les prix de l’énergie ont aussi grimpé (+1,4 %), en raison de la hausse de l’électricité, du gaz et des combustibles.

Graphique 8 : Évolution de la dynamique de l’indice général des prix à la consommation en glissement annuel

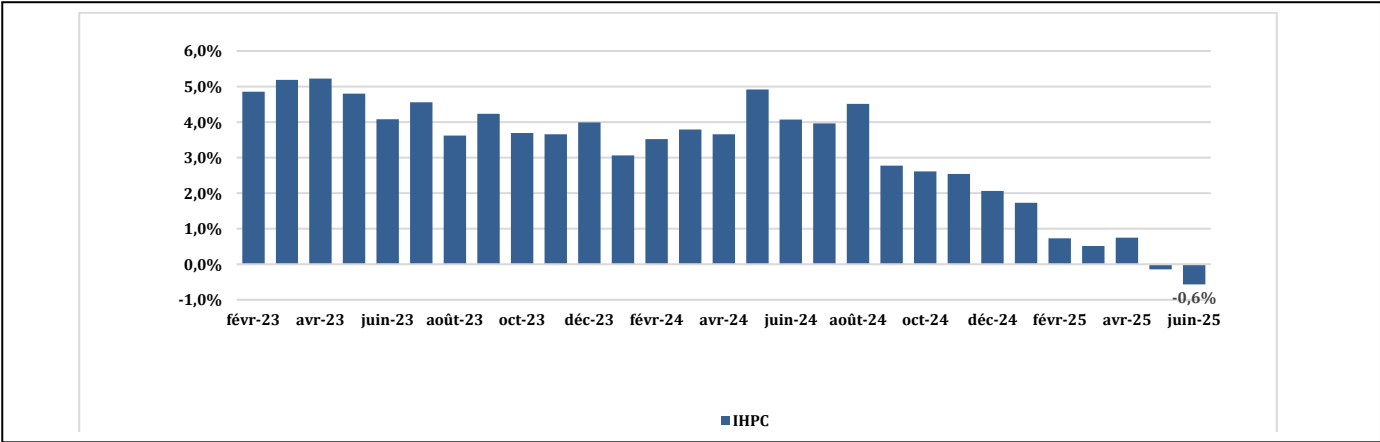


Tableau 4 : Évolution des principaux indicateurs de l’Indice des Prix à la consommation

IHPC	Variation			
	Avr.2025 / Avr.2024	Mai.2025 / Mai.2024	Juin.2025 / juin.2024	6 premiers mois 2025 / 6 premiers mois 2024
Indice général	0,7%	-0,1%	-0,6%	0,5%
Produits comestibles	2,4%	-0,1%	-1,1%	1,6%
Dont Céréales	2,2%	2,2%	0,9%	1,3%
Viande fraîche, réfrigérée ou congelée	4,9%	4,8%	3,1%	3,1%
Poisson, vivant, frais, réfrigéré ou congelé	-8,4%	-15,4%	-12,4%	-6,8%
Légumes fruitiers, frais ou réfrigérés	10,3%	4,7%	-11,4%	7,0%
Tubercules, plantains et bananes à cuire	13,3%	13,5%	10,8%	10,1%
Produits non comestibles	-0,1%	0,2%	0,1%	0,2%
Dont Locations réelles pour le logement	-3,3%	-3,3%	-3,6%	-2,9%
Électricité, gaz et autres combustibles	5,7%	1,1%	2,3%	3,6%
Fonctionnement des équipements de transport personnel	0,2%	0,3%	0,2%	1,4%
Services de transport de passagers	-2,9%	-2,4%	-2,4%	-2,2%
Services d'information et de communication	4,8%	6,6%	6,7%	5,4%
Services de nourriture et de boissons	-0,8%	-0,9%	-1,1%	-1,2%

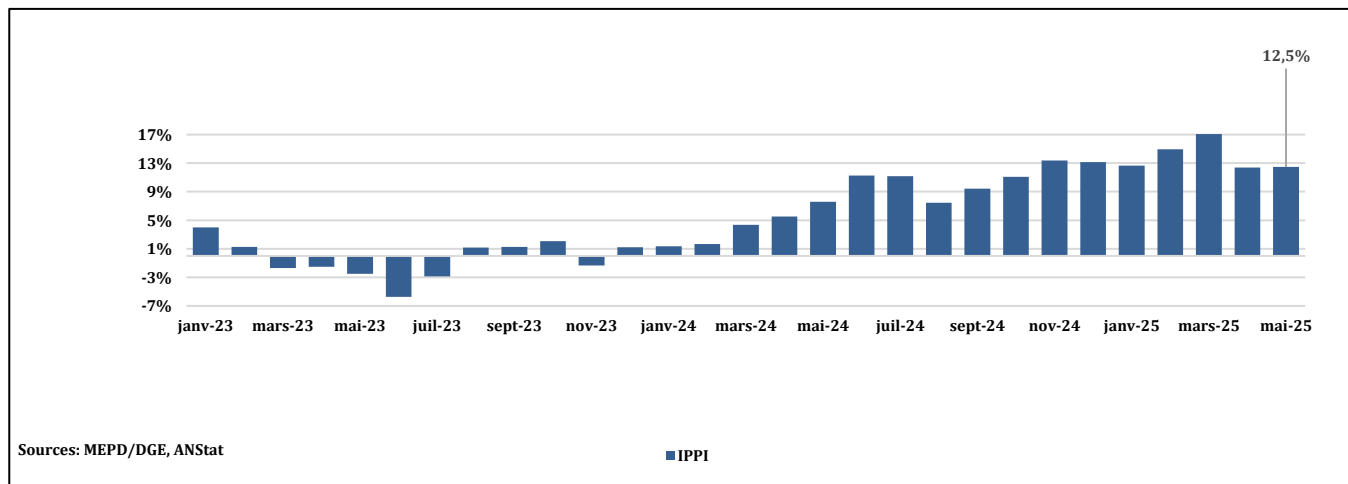
Sources : MEPD/DGE, ANStat

➤ Progression des prix dans la production industrielle

En revanche, les prix à la production industrielle grimpent fortement (+12,5 %), portés par les industries extractives (+23,9 %) et manufacturières (+8,6 %), traduisant une pression sur les coûts en amont de la chaîne de valeur.

Au cours des cinq premiers mois de 2025, les prix de production industrielle ont fortement augmenté (+13,9 %), tirés par les industries extractives (+22,4 %) et manufacturières (+11,7 %). La division « extraction de minerais métalliques » enregistre une hausse marquée (+37,3 %), tandis que dans le secteur manufacturier, les prix des produits alimentaires (+30,8 %), chimiques (+48,1 %) et de l'imprimerie (+13,6 %) contribuent à cette dynamique.

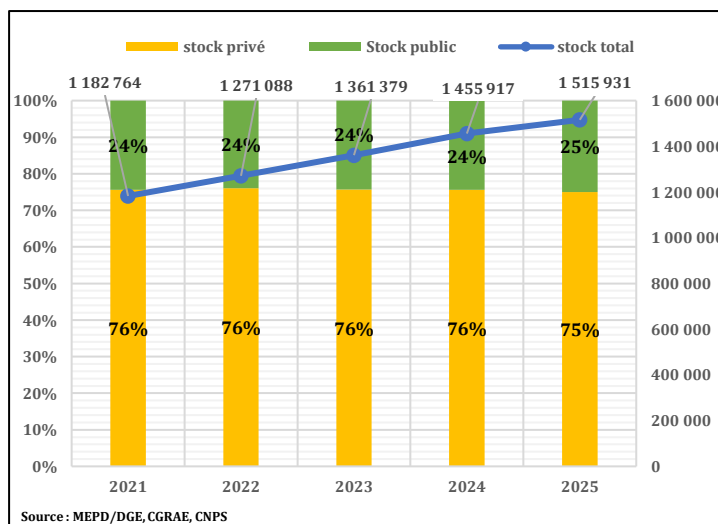
Graphique 9 : Évolution de la hausse des prix à la production industrielle en glissement annuel



I.4.2. Au niveau de l'emploi

Le marché du travail démontre une solide performance, avec une augmentation de 4,1 % du total des employés comparativement à la même période en 2024. Cette évolution est soutenue par une hausse de l'emploi dans le secteur privé (+3,2 %), mais surtout dans le secteur public (+7,0 %). Le nombre brut d'emplois créés s'élève à 70 139, enregistrant une progression de 10,1 %, dont la majorité (72,6 %) provient du secteur privé, majoritairement dans le domaine du commerce (24,8 %), des BTP (13,5 %) et de l'industrie manufacturière (13,6 %). De plus, l'instauration d'un guichet dédié de 1,5 milliard de FCFA pour soutenir les jeunes entrepreneurs agricoles reflète la volonté du Gouvernement de consolider la production vivrière et de favoriser l'intégration professionnelle des jeunes et des femmes.

Graphique 10 : Évolution des stocks de salariés à fin juin



I.4.3. Au niveau du Commerce extérieur

La Côte d'Ivoire a enregistré un excédent commercial record de 2 631,9 milliards FCFA, grâce à une forte hausse des exportations (+44,3 %) et une amélioration des termes de l'échange (+48,6 %), portée par la hausse des prix du cacao, de l'or brut et des produits transformés. Les exportations restent dominées par les produits primaires (42,9 %), suivis des produits transformés et miniers. Les principaux produits exportés incluent le cacao fèves, le cacao transformé, l'or brut, le caoutchouc naturel et le pétrole brut.

L'Union Européenne est le principal client (35 %), suivie de la Suisse, de la Chine, du Vietnam, du Mali et des États-Unis. Les importations ont également augmenté, notamment les produits alimentaires (+21,2 %), les biens d'équipement (+20,6

%) et les machines mécaniques (+35,8 %). Les engrais et les produits métallurgiques ont progressé, tandis que le pétrole brut et les produits chimiques ont reculé.

Les biens de consommation dominent les importations (54,6 %), suivis des biens intermédiaires et d'équipement. L'Asie est le principal fournisseur (37,3 %), devant l'Union Européenne, la CEDEAO, l'Amérique et l'Afrique hors CEDEAO. Les produits importés varient selon les régions, mais concernent surtout les machines, les produits pétroliers, les engrais et le poisson frais.

Graphique 11 : Évolution du solde commercial (FAB-CAF) hors biens exceptionnels en cumul sur le premier semestre 2025

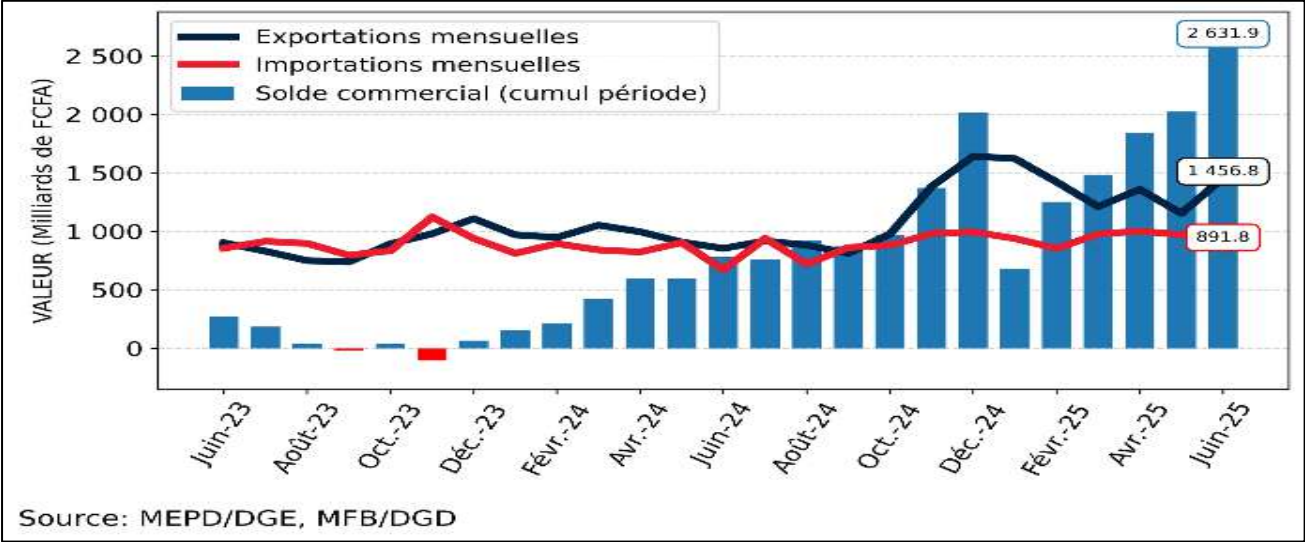


Tableau 5 : Évolution du solde commercial (FAB-CAF) hors biens exceptionnels ainsi que des exportations et des importations

	06 mois/2024	06 mois/2025	Var 2025/2024
TOTAL IMPORTATIONS (CAF)	4 952,6	5 641,1	13,9%
Total importations hors biens exceptionnels	4 952,4	5 641,1	13,9%
Biens de consommation	2 613,0	3 081,8	17,9%
Biens intermédiaires	1 466,6	1 506,4	2,7%
Biens d'équipement	872,8	1 052,8	20,6%
TOTAL EXPORTATIONS (FAB)	5 735,0	8 285,1	44,5%
Total exportations hors biens exceptionnels	5 735,0	8 272,9	44,3%
Produits primaires	2 249,0	3 545,0	57,6%
Produits Transformés	2 297,0	2 800,6	21,9%
Produits miniers	1 188,9	1 927,3	62,1%
SOLDE COMMERCIAL (FAB-CAF)	782,3	2 644,0	
Solde Commercial Hors biens exceptionnels (FAB-CAF)	782,5	2 631,9	
Taux de couverture	115,8%	146,9%	
Taux de couverture (Echanges Hors biens exceptionnels)	115,8%	146,7%	

Sources : MFB/DGD ,MEPD/DGE

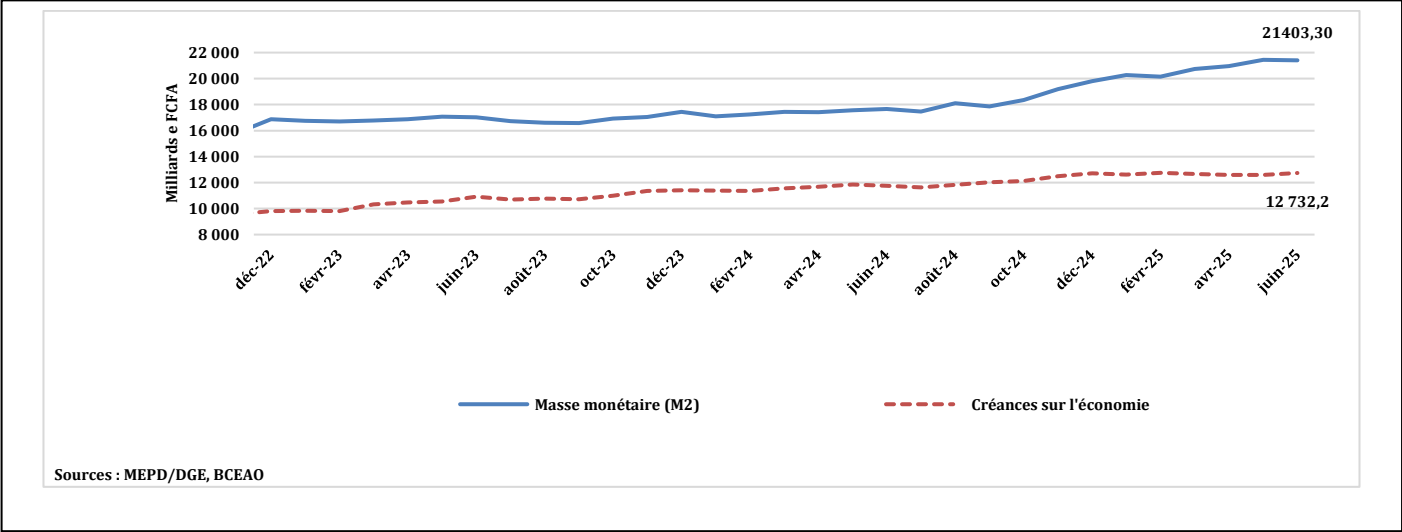
I.4.4. Situation monétaire

À la date du 30 juin 2025, la zone UEMOA présente une croissance monétaire et financière solide, avec une augmentation de la masse monétaire de 21,2 % et des indicateurs boursiers en nette hausse. Pour soutenir la baisse de l'inflation et l'amélioration de la position extérieure, la BCEAO a diminué ses taux directeurs (taux principal à 3,25 %, prêt marginal à 5,25 %). Les investissements dans l'économie (+8,3 %), les dettes envers l'État (+9,4 %) et les actifs extérieurs nets

(+98,7 %) contribuent à cette expansion. Il y a eu une baisse du taux débiteur moyen à 6,25 %, tandis que la rémunération des dépôts a atteint 5,00 %.

La croissance du marché boursier a été significative : le BRVM Composite a augmenté de 34,1 %, le BRVM 30 de 34,2 % et le BRVM Prestige de 20,5 %, grâce aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services publics. La capitalisation s'est élevée à 12 031,7 milliards FCFA (+40,8 %), avec une augmentation significative des volumes échangés (+149,7 %) malgré une légère diminution des valeurs (-3,4 %). Deux nouvelles initiatives ont marqué cette période : la mise en place de la BMPA CI et le lancement de l'indice BRVM Composite Total Return, ce qui a renforcé l'attrait du marché.

Graphique 12 : Évolution de la masse monétaire et des créances sur



2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2025

II.1. Mobilisation des ressources

Les ressources mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin juin 2025, s'élèvent globalement à **8.243,5** milliards de FCFA pour une prévision de 8.236 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,1%.

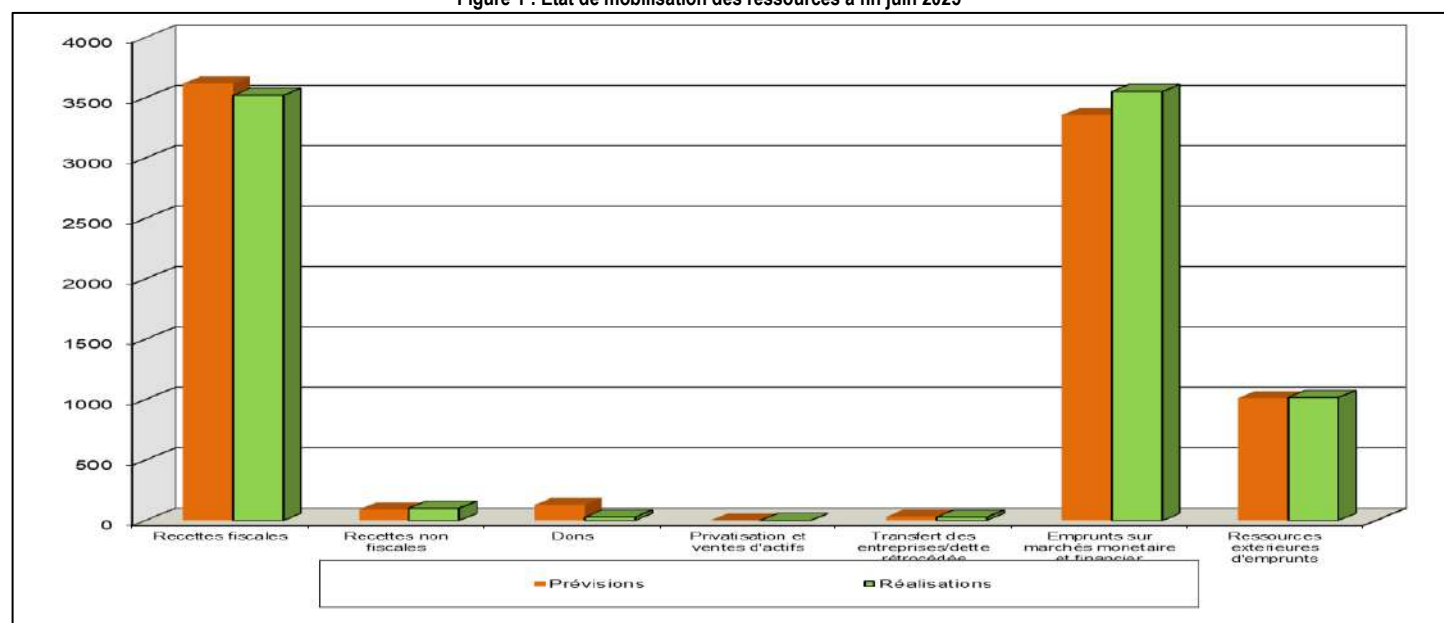
Les réalisations de ressources comprennent les recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et les ressources de trésorerie (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Tableau 6 : Situation de réalisation des ressources de l'Etat à fin juin 2025 (En milliards de FCFA)

Natures de ressources	Budget initial 2025	Prévisions 2025 révisées	JUIN 2025		
			Objectif	Réalisation	Taux de réalisation
Ressources budgétaires	8 142,7	8 034,3	3 837,3	3 649,0	95,1%
Recettes fiscales	7 653,5	7 470,3	3 617,3	3 519,9	97,3%
Recettes non fiscales	221,2	296,0	90,1	101,4	112,4%
Dons	268,0	268,0	129,8	27,7	21,4%
Dons programmes	162,5	162,5	87,6	0,0	0,0%
Dons projets	105,5	105,5	42,2	27,7	65,7%
Ressources de trésorerie	6 099,5	6 848,4	4 398,7	4 594,5	104,5%
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	1,0	0,0	0,0	
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	78,2	78,2	31,1	26,7	85,7%
Emprunts sur marchés monétaires et financier	3 430,1	4 179,1	3 356,4	3 551,8	105,8%
Ressources extérieures d'emprunts	2 590,2	2 590,2	1 011,2	1 016,0	100,5%
Emprunts programmes	1 252,1	1 252,1	476,0	446,9	93,9%
Emprunts-projets	1 338,1	1 338,1	535,2	569,2	106,3%
Total Ressources	14 242,2	14 882,7	8 236,0	8 243,5	100,1%

Source : DPSB

Figure 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin juin 2025



Source : DPSB

II.1.1. Ressources budgétaires

II.1.1.1. Les recettes fiscales

Le niveau de recouvrement ressort à 3.519,9 milliards de FCFA à fin juin 2025 contre un objectif de 3.617,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,3%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certains impôts et taxes impôts de la DGI et de la DGD.

Tableau 7 : Recettes fiscales budgétaires à fin juin 2025

LIBELLES	En milliards de FCFA)				
	Prévisions 2025 (initiaux)	Prévisions 2025 (révisées)	JUIN 2025		
			Objectif (1)	Réalisation (2)	Taux de réalisation (2) / (1)
DGI	4 332,3	4 207,5	2 132,9	2 058,1	96,5
Impôts directs	2 440,8	2 215,0	1 215,9	1 166,0	95,9
Impôts sur bénéfices	1 330,8	1 106,0	603,4	595,6	98,7
BIC pétrole et gaz	203,9	165,0	60,1	67,1	111,6
- BIC pétrole	120,3	70,0	13,9	11,3	81,3
- BIC gaz	83,6	95,0	46,3	55,8	120,6
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	2 236,9	2 050,0	1 155,8	1 098,9	95,1
- BIC hors pétrole	1 055,9	875,0	509,9	498,7	97,8
- Impôt synthétique et AIRSI	48,7	46,0	23,6	21,0	89,1
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	22,4	20,0	9,8	8,7	89,6
- Impôts sur revenus et salaires	846,8	824,0	444,7	425,8	95,7
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0	0,0	
Impôts fonciers	114,5	130,0	66,8	67,3	100,7
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	263,2	285,0	167,8	144,7	86,2
Impôts indirects	1 891,5	1 992,5	917,1	892,1	97,3
TVA (hors part secteur électricité)	907,7	930,2	443,7	411,4	92,7
TOB	150,5	148,0	71,2	66,1	92,9
Taxe sur boissons et tabacs	114,5	130,0	66,8	67,3	100,7
Droits d'enregistrement et de timbre	407,2	436,8	183,1	189,7	103,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	243,4	258,0	101,7	103,9	102,2
<i>Vignette auto part FER</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	
Patentes et Licences	20,6	21,4	11,4	9,8	85,4
<i>dont Patente commerce part FER</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	
Taxe d'exploitation pétrolière	51,6	30,0	5,8	5,6	96,2
Taxe d'exploitation du gaz	35,8	40,7	19,8	24,1	121,3
Taxe sur les télécommunications	87,2	74,7	36,1	33,5	92,8
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	39,3	36,0	17,8	14,9	83,4
Taxe ad valorem	70,1	137,7	57,6	66,8	116,0
Taxe pour le développement touristique	1,4	1,6	0,7	0,7	94,5
Taxe/sachet et mat plast	0,2	0,4	0,2	0,2	148,8
Accises et autres taxes indirectes	5,2	5,1	2,8	2,1	74,5
<i>Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques</i>	2,5	2,5	1,3	1,0	79,3
TRESOR	1,5	1,5	0,7	8,6	1 268,1
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	7,7	
Impôts sur revenus et salaires	0,0	0,0	0,0	7,7	
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0	0,0	
Impôts indirects	1,5	1,5	0,7	0,9	129,0
Timbres et vignettes	1,5	1,5	0,7	0,9	129,0
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	3 079,3	3 031,8	1 405,0	1 419,0	101,0
Droits et taxes à l'importation	2 207,7	2 181,6	1 004,0	1 046,5	104,2
Taxes sur produits pétroliers	604,6	611,3	295,4	337,1	114,1
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PC)	1 603,1	1 570,3	708,6	709,3	100,1
Taxes à l'exportation	871,6	850,1	401,0	372,5	92,9
TVA et droits de douane Exonerés sur	126,9	211,5	78,7	34,2	43,5
DGI	0,0	0,0	0,0	5,7	
DGD	0,0	0,0	0,0	28,5	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	7 540,0	7 452,3	3 617,3	3 519,9	97,3

Source : DPSB

➤ Les recettes fiscales de la DGI

Analyse générale des réalisations du premier semestre 2025

A fin juin 2025, **les recettes fiscales de la DGI** se sont établies à 2.058,1 milliards de FCFA contre un objectif de 2.132,9 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 96,5%. Ce résultat est principalement imputable à la contreperformance enregistrée au niveau des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRVM)** s'est établi à **144,7 milliards de FCFA** contre un objectif de 167,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 86,2% essentiellement imputable à un niveau relativement moins important qu'attendu des paiements anticipés de l'IRVM par certains contribuables ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** (hors TVA exonérée sur projets cofinancés) est ressortie à **411,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 443,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,7% en raison principalement d'un recouvrement moins important que prévu des recettes issues des opérations de contrôle fiscal et des arriérés de TVA, ainsi que la mise en œuvre plus tard que prévue de la mesure sur la facturation électronique ;
- **l'impôt sur le traitement des salaires (ITS)** a été collecté à hauteur de **433,5 milliards de FCFA** contre un objectif de 444,7 milliards de FCFA, affichant ainsi un taux de réalisation de 97,5%. Ce niveau de réalisation résulte en particulier de l'impact de l'application de la réforme des ITS et la mise en œuvre différée du dispositif de déclaration fusionnée des ITS et des cotisations sociales ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **498,7 milliards de FCFA**, pour un objectif de 509,9 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 97,8%. Ce résultat est essentiellement lié au niveau moins important que prévu des résultats fiscaux des entreprises en raison de l'accroissement significatif de leurs charges d'exploitation ainsi qu'au nombre relativement plus élevé des contribuables qui se sont acquittés de l'impôt minimum forfaitaire (4 268 en 2025 contre 3 867 pour 2024) au détriment du régime réel.

Toutefois, certaines natures de recettes de la DGI ont enregistré des niveaux de recouvrement plus élevés que les objectifs fixés à fin juin 2025. Il s'agit notamment :

- **Les revenus du pétrole et du gaz** enregistrent un niveau de réalisation plus élevé que prévu (+11 milliards de FCFA) en se situant à de **96,8 milliards de FCFA**, pour un objectif de 85,8 milliards de FCFA. Ce niveau de mobilisation en lien avec le paiement d'un reliquat de revenus de gaz de 2024 (14,3 milliards de FCFA) ;
- **la taxe ad valorem** s'est chiffré à 66,8 milliards de FCFA pour une prévision de 57 milliards de FCFA et affiche ainsi un écart positif (+9,2 milliards de FCFA) en rapport avec la hausse de la quantité (+23,9%) et du prix (+38%) de l'or exporté.

Analyse des résultats des recouvrements suite aux actions particulières

Les recettes des actions particulières sont issues des opérations de contrôle fiscal et de recouvrement forcé d'arriérés d'impôts. A fin juin 2025, elles s'établissent à **235,6 milliards** et représentent **9,4%** des recouvrements.

Elles sont en baisse de **58,2 milliards** par rapport à celles du premier semestre 2024 qui se chiffraient à **293,8 milliards**, soit une régression de **19,8%**.

Tableau 8 : Synthèse des résultats suite aux actions particulières à fin juin 2025/2024

Type de paiement	1er semestre 2025			Réal. 1er sem. 2024	Ecart 2025/2024	Prog. 2025/2024
	Objectif	Réal.	Ecart			
Recettes de contrôle fiscal	114,2	73,8	-40,5	75,5	-1,7	-2,3%
Recouvrements d'arriérés	272,4	161,8	-110,6	218,3	-56,5	-25,9%
Total	386,6	235,6	-151,1	293,8	-58,2	-19,8%

- **Résultats du contrôle fiscal à fin juin 2025**

Le programme annuel de contrôle fiscal indique 5 750 dossiers engagés à fin juin 2025 sur un total de 11 506 dossiers programmés au titre de l'année 2025, soit un taux d'engagement de 50,0%. Par ailleurs, en termes de recettes, la DGI a recouvré **73,8 milliards** à l'issue des opérations de contrôle fiscal.

- **Le recouvrement des arriérés d'impôts à fin juin 2025**

Le montant total des arriérés d'impôts recouverts au cours du premier semestre 2025 se chiffre à 161,8 milliards, dont 19,9 milliards issus du stock à fin décembre 2024 et 141,9 milliards sur les prises en charge de l'exercice 2025.

- **Les coûts provisoires des exonérations fiscales à fin juin 2025/2024**

Le montant des coûts des exonérations fiscales en régime intérieur accordées au titre du 1er semestre 2025 se chiffre environ **93,1 milliards**. Les coûts les plus élevés proviennent des sources ou régimes suivants : « Ministères, Ambassades et Assimilés », « Dons (Article 355-24 du CGI) » et les « Autres dispositions réglementaires », qui représentent 78,4 % de la dépense fiscale en régime intérieur.

Tableau 9 : Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2025/2024 par nature d'impôts (Montants en millions de FCFA)

Nature d'Impôt	Estimés à fin juin 2025	Estimés à fin juin 2024	Ecart	Taux d'évolution
Impôt BIC	1 072,8	17 381,7	-16 308,9	-93,8%
Impôt foncier	124,2	275,5	-151,3	-54,9%
IS ou TEE ou IME	6 889,7	1 404,4	5 485,3	390,6%
ITS	3,0	178,7	-175,7	-98,3%
Patentes	3 130,5	14 774,7	-11 644,2	-78,8%
TVA	81 906,4	71 516,8	10 389,5	14,5%
Total général	93 126,5	105 531,7	-12 405,3	-11,8%

Source : DGI

Tableau 10 : Coûts fiscaux provisoires à fin juin 2025/2024 par régime d'exonération (Montants en millions de FCFA)

REGIMES OU SOURCES	Estimés à fin juin 2025	Estimés à fin Juin 2024	Ecart	Taux d'évolution
Code minier	346,4	92,2	254,2	275,7%
Régime de déclaration et agrément à l'investissement	1 678,6	6 915,7	-5 237,1	-75,7%
Conventions et dispositions particulières	8 529,4	15 442,5	-6 913,1	-44,8%
Adhérents CGA	7 122,8	1 661,1	5 461,7	328,8%
Ministères, Ambassades et Assimilés	27 655,7	27 864,3	-208,7	-0,7%
Dons (Article 355-24 du CGI)	17 701,7	13 069,7	4 632,0	35,4%
Logements économiques et sociaux	2 043,3	1 157,4	885,9	76,5%
Nouvelles créations	413,7	127,5	286,2	224,4%
Autres dispositions réglementaires	27 634,9	39 201,2	-11 566,3	-29,5%
TOTAL	93 126,5	105 531,7	-12 405,3	-11,8%

Source : DGI

➤ Les recettes fiscales de la DGD

Analyse générale des réalisations du premier semestre 2025

Les recettes fiscales de la DGD sont ressorties à **1.419 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.405 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 101% expliqué par la bonne tenue des droits et taxes à l'importation. Enregistrés. Elles sont composées des impôts et taxes ci-après :

- **les droits et taxes sur les produits pétroliers** qui ont été collecté à hauteur de 337,1 milliards de FCFA pour un objectif de 295 ;4 milliards de FCFA, soit un écart de 41,7 milliards de FCFA en lien avec un volume de consommation plus élevé que prévu du gasoil et du super carburant (774 et 754,5 millions de litres contre respectivement 745,6 et 722 millions de litres en objectif), ainsi qu'une taxation plus élevée que prévue (191,9 et 266,36 francs CFA/litre contre respectivement 185,3 et 207,2 francs CFA/litre en projection) ;
- **les droits et taxes sur hors produits pétroliers** qui se sont chiffrées à 709,3 milliards de FCFA contre un objectif de 708,6 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 100,1%.
- **les taxes à l'exportation se sont chiffrées** à 372,5 milliards de FCFA contre un objectif de 401 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 92,9% principalement en relation avec un volume de cacao exporté plus faible que prévu (847 milliers de tonnes pour un objectif de 939,8 milliers de tonnes).

➤ Les recettes fiscales du Trésor

Les recettes fiscales du Trésor à fin juin 2025 ont été collectées à hauteur de 8,6 milliards de FCFA contre une prévision de 0,7 milliards de FCFA. Elles sont composées d'impôt sur revenu et salaires.

II.1.1.2. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 101,4 milliards de FCFA contre 90,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 11,3 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec le recouvrement de bonus de signature non initialement prévus. Il s'explique également par la réalisation de 60,3 milliards de FCFA de recettes de services contre 49,9 milliards de FCFA prévus et de 7,9 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural contre 2,7 milliards de FCFA prévus. Les recettes non fiscales comprennent également 19,5 milliards de FCFA de revenus du domaine et 2,3 milliards de FCFA de surcote enregistrée sur les émissions de titres.

Tableau 11 : Situation de réalisation des recettes non fiscales à fin juin 2025 (En milliards de FCFA)

Natures de recettes	Prévisions 2025 (initiales)	Prévisions 2025 (révisées)	JUN 2025		
			Objectif (1)	Réalisation (2)	Ecart (2) -(1)
Recettes non fiscales du Trésor	83,4	161,6	62,4	60,4	-2,0
Dividendes PETROCI	11,6	11,6	0,0	0,0	0,0
Dividendes (SIB, SGBCI, autres,...)	18,7	50,0	12,5	0,1	-12,4
Recettes des services	53,2	100,0	49,9	60,3	10,4
Redevance téléphonie cellulaire	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1
Revenus du domaine	53,4	50,0	25,0	19,5	-5,5
FIMR (fonds café cacao)	10,9	10,9	2,7	7,9	5,2
Bonus de signature secteur minier	0,0	0,0	0,0	11,2	11,2
Autres recettes non fiscales	73,5	73,5	0,0	2,3	2,3
Surcote sur Emission de titres publics	0,0	0,0	0,0	2,3	2,3
RECETTES NON FISCALES BUDGETAIRES	221,2	296,0	90,1	103,7	13,5

Source : DPSB

II.1.1.3. Les dons

La comptabilisation budgétaire des tirages au niveau des dons est ressortie à **27,7** milliards de FCFA pour une prévision de 129,8 milliards de FCFA. La moins-value de 101,2 milliards enregistrée est imputable essentiellement au non décaissement d'un montant de 87,6 milliards prévus au titre du C2D. Le niveau de réalisation de ces ressources composées uniquement de dons-projets, est essentiellement imputable aux paiements directs effectués par certains bailleurs dont les pièces justificatives ne sont pas communiquées par ces derniers en vue de leur transcription budgétaire.

Les dons projets sont issus principalement des bailleurs suivants :

- Fonds Mondial : 9,9 milliards de FCFA ;
- Association Internationale de Développement (IDA) : 9,5 milliards de FCFA ;
- Union Européenne (UE) : 5,4 milliards de FCFA ;
- Programme des Nations Unies Pour le Développement : 3,3 milliards de FCFA ;
- GAVI/ALGAVI-ALLIANCE : 2,4 milliards de FCFA.

II.2.1. Ressources de trésorerie

Les **ressources de trésorerie**, ont été mobilisées à hauteur de **4.594,5** milliards FCFA pour une prévision de **4.398,7** milliards de FCFA. Elles sont constituées des produits de privatisation et vente d'actifs, des transferts des entreprises, des emprunts à court, moyen et long terme (émissions sur les marchés monétaires et financiers, emprunt-programme et emprunt-projet).

II.2.2.1. Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **3.551,8** milliards de FCFA pour une prévision de 3.356,4 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 105,8%. Elles comprennent 1.387,4 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 917,5 milliards FCFA de bons du Trésor, 379,3 milliards d'emprunts obligataires et 867,6 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

II.2.2.2. Les transferts des entreprises

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **26,7** milliards de FCFA pour un objectif de 31,1 milliards de FCFA. Ce montant intègre **25,7** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

II.2.2.3 Les ressources extérieures d'emprunts

Concernant les **ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.016** milliards de FCFA à fin juin pour un objectif de 1.011,2 milliards de FCFA. Ces ressources comprennent 569,2 milliards de FCFA d'emprunts-projets et 446,9 milliards de FCFA d'emprunts-programmes dont 426,9 milliards d'appui budgétaire du FMI.

Les emprunts projets se sont situés à **569,2 milliards de FCFA** contre 535,2 milliards de francs CFA prévus ; ce niveau de réalisation à fin juin 2025 est principalement imputable aux bailleurs suivants :

- Association Internationale de Développement (IDA) : 360,8 milliards,
- Association Internationale de Développement (IDA BANQUE MONDIALE) 142,7 milliards de FCFA ;
- Banque mondiale : 85,3 milliards de FCFA ;
- Agence Française de Développement (AFD) : 53,5 milliards de FCFA ;
- Agence Française de Développement : 42,2 milliards de FCFA ;
- Banque Islamique de Développement (BID) : 33,4 milliards de FCFA ;
- Banque Africaine de Développement (BAD) : 30,9 milliards de FCFA
- Export-Import Bank Chine (EXIMBANK CHINE) 23,1 milliards de FCFA ;
- Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) : 17,1 milliards de FCFA ;
- Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEA (BIDC) : 8,6 milliards de FCFA.

Les emprunts -programmes d'un montant de **446,9 milliards de FCA** contre 476 milliards de FCFA prévus. Ils proviennent du FMI à hauteur de 426,9 milliards de FCFA de la BAD à hauteur de 20 milliards de FCFA

II. 2. Exécution des dépenses

A fin juin 2025, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de 7.862,2 milliards de FCFA pour une prévision de 8.088,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,2%.

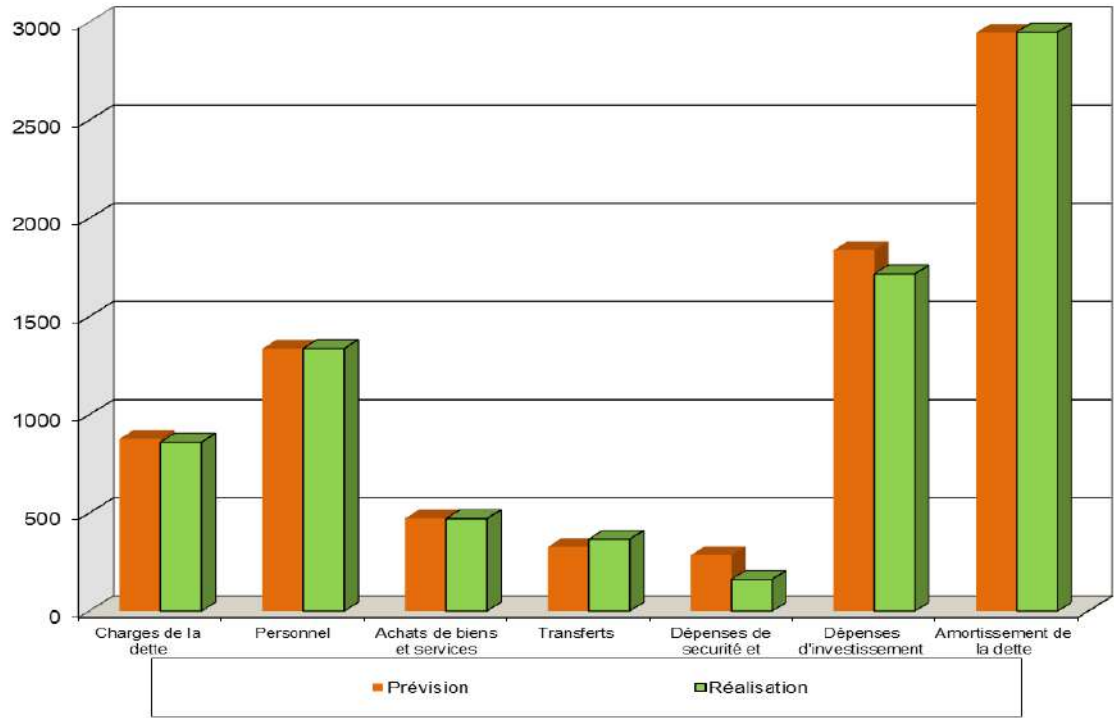
Elles sont regroupées en dépenses budgétaires et dépenses de trésorerie.

Tableau 12 : Situation des dépenses à fin juin 2025 (En milliards de FCFA)

Natures de dépenses	Prévisions 2025 (initiales)	Prévisions 2025 (révisées)	JUN 2025		
			Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Dépenses Budgétaires	10 121,2	10 033,8	5 142,3	4 913,6	95,6%
Charges de la dette publique	1 514,7	1 726,4	879,3	861,0	97,9%
Dette intérieure	627,1	747,3	358,2	324,3	90,5%
Dette extérieure	887,6	979,0	521,2	536,7	103,0%
Personnel	2 532,6	2 532,6	1 337,5	1 337,1	100,0%
Achats de biens et services (hors CNS et élections)	1 064,0	1 064,0	473,5	471,3	99,5%
Abonnement	151,6	151,6	75,8	80,7	106,5%
Autres achats de biens et services	912,4	912,4	397,7	390,6	98,2%
Transferts (hors CNS et élections)	807,7	807,7	328,1	365,7	111,5%
Subvention au secteur électricité	69,4	69,4	10,9	29,9	
Autres transferts	738,3	738,3	317,2	335,8	105,9%
Dépenses de sécurité et d'élection	147,0	147,0	285,6	161,6	56,6%
Dépenses d'investissement hors election (y compris FIMR ET I	4 055,3	3 756,2	1 838,3	1 717,0	93,4%
Financement intérieur	2 611,7	2 312,6	1 260,9	1 120,1	88,8%
Financement extérieur	1 443,6	1 443,6	577,4	596,9	103,4%
Emprunts-projets	1 338,1	1 338,1	535,2	569,2	106,3%
Dons-projets	105,5	105,5	42,2	27,7	65,7%
Dépenses de trésorerie	4 121,0	4 848,9	2 945,8	2 948,6	100,1%
Amortissement de la dette publique	4 121,0	4 848,9	2 945,8	2 948,6	100,1%
Dette intérieure	2 713,5	3 010,6	1 718,3	1 717,1	99,9%
Dette extérieure	1 407,5	1 838,3	1 227,5	1 231,6	100,3%
TOTAL DEPENSES	14 242,2	14 882,7	8 088,1	7 862,2	97,2%

Source : DPSB

Figure 2: Etat d'exécution des dépenses à fin juin 2025



II.2.1. Dépenses budgétaires

II.2.1.1. Analyse globale

Les dépenses budgétaires ont été globalement exécutées à hauteur de 4.913,6 milliards de FCFA pour un objectif de 5 142,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 95,6%. Elles sont composées des charges de la dette, des dépenses de personnels des transferts, des achats de biens et services, des dépenses d'investissement et des dépenses de sécurité et élection.

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **861** milliards de FCFA pour une prévision de 879,3 milliards de FCFA, soit un écart de -18,4 milliards de FCFA. Elles intègrent 324,3 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 536,7 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1.337,1** milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- le salaire des fonctionnaires (984 milliards de FCFA) ;
- la solde de la police (68,2 milliards de FCFA) ;
- la solde des militaires (107,4 milliards de FCFA) ;
- les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (107,6 milliards de FCFA) ;
- les salaires du personnel des institutions (41,2 milliards de FCFA) ;
- les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (3,1 milliards de FCFA) ;
- la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (25,5 milliards de FCFA).

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **80,7** milliards de FCFA pour une prévision de **75,8** milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (68,8 milliards de FCFA), de téléphone (7,4 milliards de FCFA) et d'eau (4,5 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **390,6** milliards de FCFA contre une prévision de 397,7 milliards de FCFA.

Les **transferts** (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **365,7** milliards de FCFA, pour une prévision de 328,1 milliards de FCFA, soit un écart positif de 37,6 milliards de FCFA dont 19 milliards de FCFA expliqué par la subvention au secteur électricité (29,9 milliards de FCFA en réalisation contre 10,9 milliards de FCFA en prévision). Ces dépenses incluent en outre la subvention aux écoles privées (105,3 milliards de FCFA), les transferts aux EPN (52,1 milliards de FCFA), les bourses et pécules (61,7 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités décentralisées (18,2 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **161,6** milliards de FCFA pour une prévision de 285,6 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **1.717** milliards de FCFA pour une prévision de 1.838,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,4%. Ce niveau d'exécution comprend les dépenses d'investissement financées sur Trésor et celles sur financement extérieur de projets.

Au titre du financement intérieur, les dépenses d'investissements exécutées s'élèvent à 1.120,1 milliards, représentant 88,8% de l'objectif fixé à 1.260,1 milliards.

Le niveau de réalisation comprend principalement les dépenses exécutées dans le cadre de la Construction des infrastructures Train Urbain d'Abidjan/Travaux (51,8 milliards de FCFA), du Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux (PAPS) (19,8 milliards de FCFA), de l'Appui au développement du secteur vivrier (13 milliards de FCFA), du Projet de Construction des Infrastructures du Train Urbain d'Abidjan/Plan d'Action de

Réinstallation-Ligne 1 du Métro d'Abidjan (PAR-L1MA) (12,3 milliards de FCFA), du transfert d'Equipement des structures de défense et de sécurité / CNS (12 milliards de FCFA), de la Construction et l'équiper d'une Ecole de Police de Korhogo (11,8 milliards de FCFA), de l'Acquisition des ambulances médicalisées (10,7 milliards de FCFA), de l'Apport d'un appui aux projets jeunes/Phase II (8,7 milliards de FCFA), de la Construction et la Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale (7,5 milliards de FCFA), de l'Acquisition des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales (7,5 milliards de FCFA), de la Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine (7,1 milliards de FCFA), de l'Acquisition des équipements pour la sécurité intérieure (7 milliards de FCFA), de la Réalisation de la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative indépendance vaccinale) (6,8 milliards de FCFA), de la Réalisation des VRD pour 60 000 logements Sociaux (anciens sites) (6,7 milliards de FCFA) et de la prise en charge de divers travaux d'urgence du Fonds de Développement de l'Eau (FDE) réalisés par les PME / ONEP (6,6 milliards de FCFA).

Au titre du financement extérieur, l'objectif attendu à 577,4 milliards de FCFA a été réalisé à hauteur de 596,9 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 103,4%. Ce niveau d'exécution comprend 569,2 milliards d'emprunts projets et 27,7 milliards pour les dons-projets.

Les emprunts-projets ont enregistré un taux d'exécution de 106,3% de l'objectif fixé à 535,5 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend :

Le Programme de Renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR (40 milliards de FCFA), la mise en oeuvre du projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT) (39,1 milliards de FCFA), le Projet de Connectivité Inclusive et d'Infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI) (29 milliards de FCFA), le Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR) (28,6 milliards de FCFA), le Projet de Développement des chaines de valeurs vivrières (28,6 milliards de FCFA), le Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (27 milliards de FCFA), le Projet d'Investissement Forestier (PIF2) / Eaux et Forêts (27 milliards de FCFA), le Programme d'approche multi phases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE) (21,3 milliards de FCFA), le Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux (PAPS) (20 milliards de FCFA), Projet de Cohésion Sociale des régions du Golfe de Guinée (COSO) (19,5 milliards de FCFA), la Coordination du Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAG) (18,1 milliards de FCFA), le Projet d'Aménagement Hydroélectrique de Gribopopoli (16,4 milliards de FCFA), le Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA) (15milliards de FCFA), le Projet des chaines de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET) (15 milliards de FCFA), le projet d'investissement pour la resilience des zones cotieres ouest africaines (14,7 milliards de FCFA), Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) (11,2 milliards de FCFA), le Projet de développement durable et inclusif des villes secondaires-PDDIVS (11,1 milliards de FCFA), le Programme de Mise en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT) (10,9 milliards de FCFA), le Projet de Diversification, Accélération Industrielle, Compétitivité et Emplois (DAICE) (10,7 milliards de FCFA), le Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Nord (10,3 milliards de FCFA), la Construction de l'Université d'Odienné (10,2 milliards de FCFA), le Projet de Renforcement de la Transformation Digitale et de la Sécurité Sanitaire (PRTDS) (10,1 milliards de FCFA).

Concernant les dons-projets, le niveau d'exécution s'est établi à 27,7 milliards de FCFA pour un objectif de 42,2 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par le retard dans le démarrage d'importants projets notamment le Projet de Renforcement de la Lutte contre le VIH/Sida (PNPEC) (16,4 milliards de FCFA annuellement prévus), le renforcement de la lutte contre le paludisme (PNLP) (24,4 milliards de FCFA annuellement prévus), le projet de construction et d'équipement de Trois (03) Lycées d'Excellence Mixte avec Internats (Bouaké - Daloa – Divo) (11,5 milliards de FCFA annuellement prévus),

II.2.1.2. Analyse spécifique

➤ Analyse des dépenses par ministères

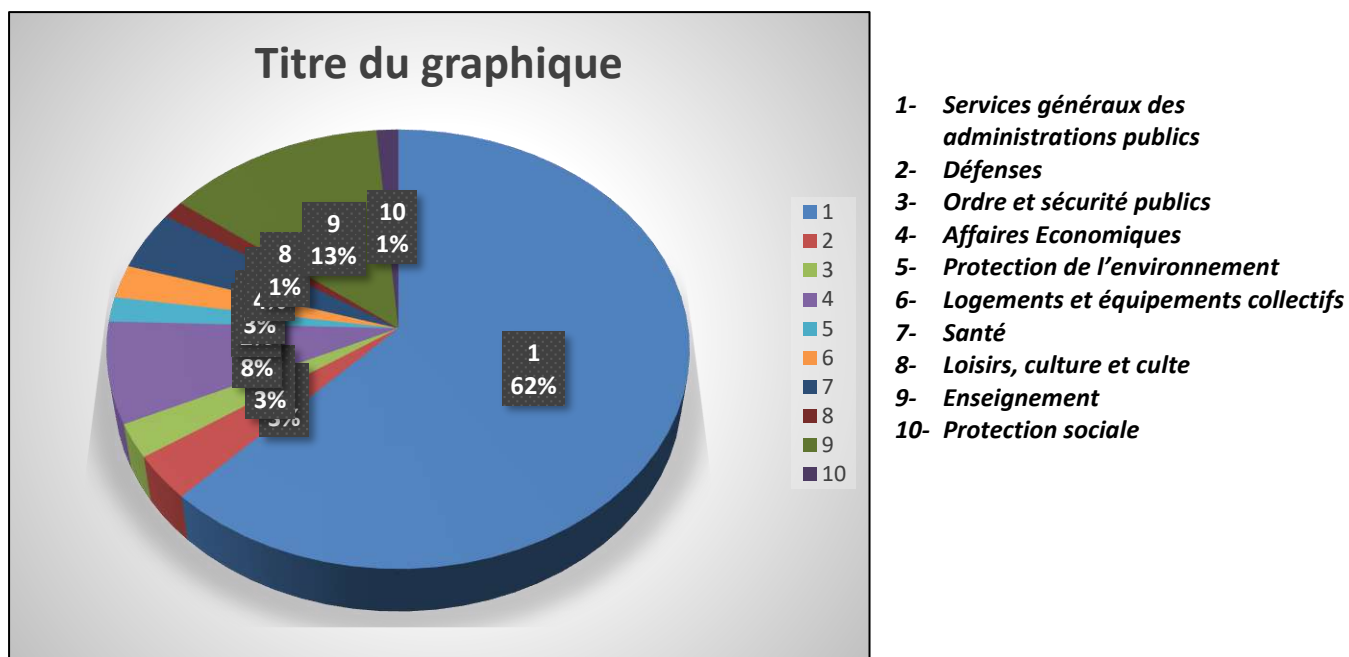
Tableau 13 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères

Ministères	Budget Actuel	Execution	Taux d'exécutions(%)	Mise en règlement
101 Représentation Nationale	42 429 570 314	20 839 929 737	49,1	16 268 182 617
102 Sénat	13 990 266 156	8 155 004 963	58,3	6 758 734 822
103 Présidence de la République	163 318 648 104	187 299 333 275	114,7	78 779 121 389
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 294 512 683	4 343 051 468	52,4	4 192 312 441
106 Conseil Constitutionnel	3 858 006 876	1 975 871 547	51,2	1 755 545 130
107 Grande Chancellerie	4 422 639 525	2 209 621 243	50,0	1 967 118 956
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement,	71 015 398 474	50 209 753 498	70,7	27 152 768 151
109 Médiateur de la République	8 422 469 307	4 591 558 998	54,5	4 577 504 933
110 Commission Electorale Indépendante	96 674 435 964	94 729 654 491	98,0	47 384 761 888
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 478 443 421	2 296 722 395	41,9	2 293 637 545
114 Cour de Cassation	7 762 180 353	3 719 581 924	47,9	3 398 382 615
115 Cour des Comptes	7 746 675 633	2 930 113 382	37,8	2 727 126 944
116 Parquet Général	1 929 571 032	855 125 759	44,3	784 411 533
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 721 037 469	777 285 764	45,2	773 747 734
118 Conseil d'Etat	5 101 163 193	2 521 408 440	49,4	2 367 833 123
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 411 928 233	1 019 321 267	42,3	1 018 243 812
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	447 050 460 240	261 050 982 413	58,4	131 860 775 691
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	333 210 676 840	190 270 304 258	57,1	78 037 571 221
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	47 011 802 540	21 607 660 314	46,0	16 865 352 003
321 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	150 312 380 854	79 046 410 687	52,6	18 874 033 369
322 Ministère des Finances et du Budget	7 363 567 908 534	4 157 813 935 393	56,5	833 324 251 447
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	842 359 984 648	336 794 094 542	40,0	251 164 720 358
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	122 844 466 903	58 574 391 362	47,7	43 151 526 819
328 Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	33 315 463 657	27 749 613 083	83,3	7 948 009 902
330 Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	720 818 804 323	108 026 408 330	15,0	73 468 652 812
331 Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	1 450 815 132 769	806 795 044 041	55,6	631 695 191 757
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	332 276 175 110	186 456 844 320	56,1	142 641 811 569
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	162 483 500 550	49 908 194 941	30,7	34 648 189 478
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	763 329 137 177	340 198 050 048	44,6	236 412 999 603
336 Ministère de la Communication	41 401 882 807	10 846 426 653	26,2	4 975 780 208
340 Ministère des Transports	313 759 578 003	168 898 059 110	53,8	117 615 862 202
343 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	53 305 881 075	42 353 171 286	79,5	15 294 126 553
345 Ministère des Eaux et Forêts	89 640 261 935	55 549 702 719	62,0	33 174 218 521
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	29 360 517 725	9 590 923 245	32,7	7 131 118 511
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	86 910 980 186	41 748 305 925	48,0	32 019 305 873
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	543 115 630 823	156 514 691 895	28,8	6 559 639 981
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	17 275 902 214	5 021 122 474	29,1	2 178 987 634
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	22 394 486 829	11 689 095 405	52,2	5 327 288 830
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	30 424 452 711	12 692 900 684	41,7	8 837 162 505
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	68 250 440 826	14 345 352 043	21,0	8 827 158 809
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	97 938 939 798	57 502 650 984	58,7	27 084 159 623
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	114 394 642 393	23 109 961 751	20,2	9 764 023 388
362 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	69 283 506 186	33 284 466 059	48,0	29 102 850 417
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	460 647 574 698	90 230 904 960	19,6	65 920 564 330
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	64 477 879 117	57 903 148 290	89,8	40 252 904 017
376 Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	48 808 856 296	18 313 548 556	37,5	16 617 011 807
439 Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	4 998 443 705	1 029 100 519	20,6	607 694 903
440 Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	11 886 873 652	5 450 435 774	45,9	4 768 305 982
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	59 547 703 324	33 323 376 479	56,0	14 770 363 362
Total Général	15 441 797 275 185	7 862 162 616 694	50,9	3 153 121 047 118

Source : DPSB

➤ Analyse des dépenses par fonction

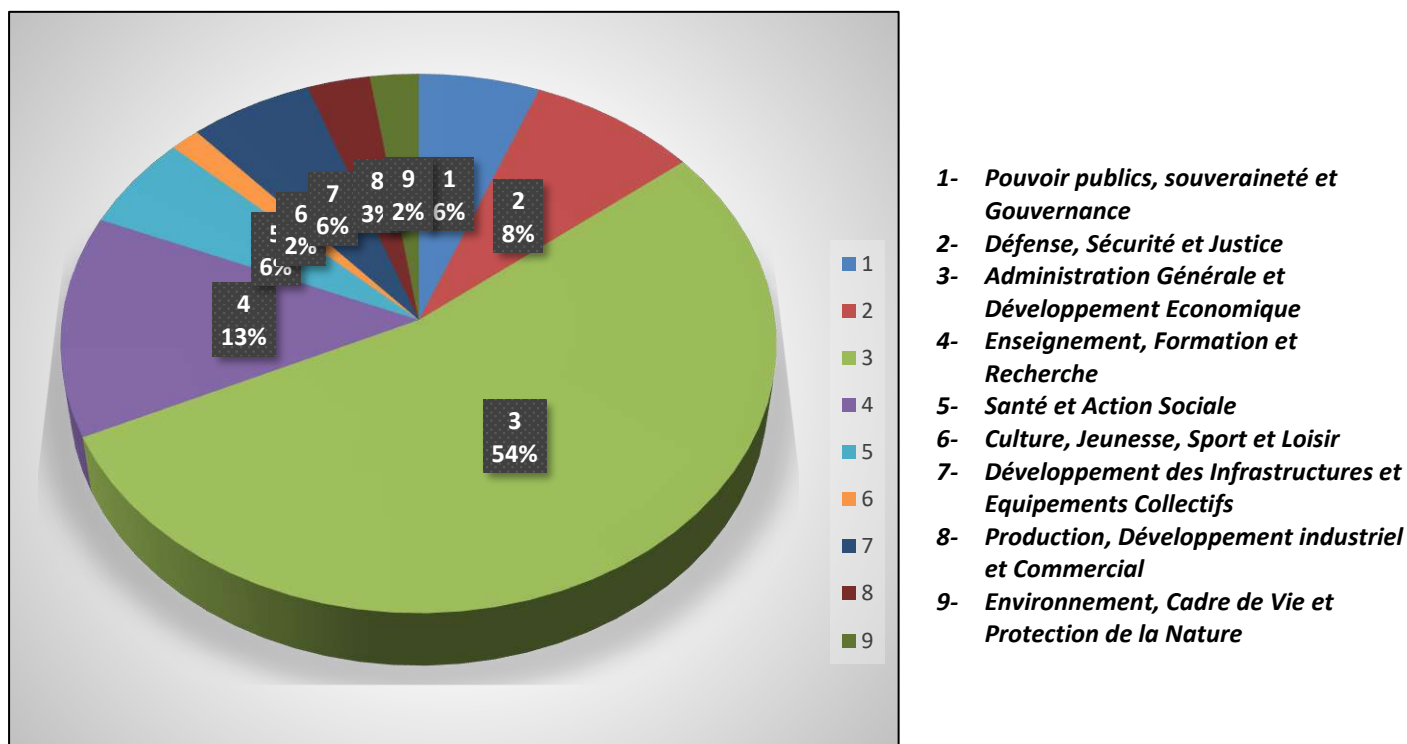
Tableau 15 : répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2025 par fonction



Source : DPSB

➤ Analyse des dépenses par mission

Graphique 13 : : répartition de l'exécution des dépenses à fin juin 2025 par missions



Source : DPSB

➤ **Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption**

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-deux (22) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieurs à 50% et seize (16) affichent des taux d'exécution inférieurs à 50%.

Tableau 14 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et élections) par Ministères et Institutions à fin juin 2025

INSTITUTIONS / MINISTÈRES	Dotation 2025	Exécution fin juin 2025	Taux d'exécution fin juin 2025
Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 025 000 000	75 801 533	7,4%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	2 510 521 825	250 600 000	10,0%
Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	164 510 000	24 328 500	14,8%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	91 711 874 911	15 474 804 248	16,9%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	435 799 056 901	92 890 176 896	21,3%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	10 112 427 481	2 282 495 624	22,6%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 654 415 241	2 378 043 223	27,5%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	293 984 857 215	85 959 936 712	29,2%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	26 639 694 860	8 615 599 170	32,3%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	7 185 880 343	2 502 166 769	34,8%
Cour de Cassation	250 000 000	87 500 000	35,0%
Cour des Comptes	1 009 400 000	353 290 000	35,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	66 005 514 078	24 913 526 900	37,7%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	322 523 986 343	124 346 873 514	38,6%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	57 944 017 849	24 267 240 675	41,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	25 639 474 499	11 120 293 847	43,4%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	200 368 942 486	102 478 497 624	51,1%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	24 040 644 552	12 606 375 816	52,4%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	187 761 309 065	103 712 664 115	55,2%
Ministère des Transports	288 863 138 802	159 771 871 447	55,3%
Ministère des Finances et du Budget	152 331 124 638	84 986 090 442	55,8%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	25 746 371 316	15 329 502 532	59,5%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	83 708 529 288	51 189 177 292	61,2%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 509 427 340	923 544 977	61,2%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	8 374 051 321	5 139 682 182	61,4%
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	13 274 053 228	8 174 384 397	61,6%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 635 037 500	5 978 572 127	62,1%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	218 269 607 748	135 466 851 321	62,1%
Représentation Nationale	2 250 000 000	1 560 000 000	69,3%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	38 792 289 793	27 150 855 211	70,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	100 456 011 262	72 263 423 973	71,9%
Ministère des Eaux et Forêts	51 576 695 854	37 502 748 367	72,7%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	24 040 862 647	18 005 860 226	74,9%
Ministère de la Communication	4 648 000 000	3 522 132 549	75,8%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	207 393 117 507	161 181 942 774	77,7%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique	44 483 853 638	35 028 796 079	78,7%
Présidence de la République	103 242 519 655	97 437 034 655	94,4%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 019 436 068	54 020 789 051	94,7%
Total Général	3 198 945 655 254	1 588 973 474 768	49,7%
Dépenses communes	698 269 258 204		
Compte spéciaux	277 327 286 000	128 007 383 488	
Total Général	4 174 542 199 458	1 716 980 858 256	41,1%

Source : DPSB

➤ **Analyse des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales se sont établies respectivement à 1.978,0 milliards de FCFA à fin juin 2025, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 1.868,6 milliards de FCFA.

Tableau 15 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2025

DOMAINES	2024	2025		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif fin juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	121 608 687 681	103 386 380 369	47 236 787 822	86 434 177 157
01.0 Administration générale	16 946 811 057	16 562 489 569	9 639 090 018	9 964 060 870
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 476 561 161	25 455 104 141	12 268 498 700	32 876 386 178
01.2 Formation et encadrement	47 636 802 269	41 043 586 225	16 984 842 783	30 825 323 771
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 638 513 194	9 474 914 434	4 262 592 504	4 868 406 338
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	12 910 000 000	10 850 286 000	4 200 731 784	7 900 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 354 280 169	17 596 710 359	9 746 337 604	7 476 327 288
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 423 300 793	10 979 124 979	5 424 810 389	5 139 913 274
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 316 393 994	2 462 652 089	1 455 044 652	781 590 527
02.2 Pêche et aquaculture	4 614 585 382	4 154 933 292	2 866 482 563	1 554 823 487
03 Education	1 751 292 991 102	1 885 226 883 798	1 042 692 457 729	1 025 519 634 083
03.0 Administration générale	140 973 003 864	124 379 017 284	67 311 619 464	86 652 269 009
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	738 291 090 170	751 987 620 612	369 558 559 303	389 529 036 739
03.2 Alphabétisation	642 455 045	720 245 213	374 532 088	261 952 408
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	585 878 639 889	703 771 362 038	393 375 707 179	376 077 269 762
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	285 507 802 134	304 368 638 651	215 260 223 887	172 999 106 165
04 Santé	665 611 394 421	767 842 264 441	310 014 969 412	317 265 416 558
04.00 Administration générale santé	303 029 751 001	367 641 383 930	165 314 590 921	176 895 084 117
04.01 Système de santé primaire	163 355 104 974	181 523 657 492	42 410 917 168	61 423 928 235
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 008 166 328	2 100 000 000	1 084 071 431	2 455 515 857
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	103 838 084 552	123 973 288 429	95 988 294 219	33 489 592 192
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	23 115 065 553	4 095 593 082	748 215 695	2 525 359 597
04.05 VIH/SIDA	7 046 594 366	29 394 833 187	13 433 533 061	13 096 282 083
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 218 627 647	59 113 508 321	29 152 219 517	27 379 654 477
05 Eau et Assainissement	202 625 331	213 086 061 759	77 986 445 293	125 593 060 085
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	105 163 733 976	111 075 855 416	54 530 676 909	40 059 814 223
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	97 461 597 922	102 010 206 342	23 245 375 319	85 533 245 862
06 Energie	126 400 760 858	127 266 410 640	86 632 505 694	91 540 906 086
06.1 Accès à l'électricité	126 400 760 858	127 266 410 640	86 632 505 694	91 540 906 086
07 Routes et ouvrages d'art	375 639 998 128	422 009 734 123	168 745 815 882	140 745 252 569
07.1 Entretien pistes rurales	13 818 450 841	8 653 099 033	2 839 526 816	447 715 092
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	201 067 656 237	143 569 440 624	46 498 620 163	27 724 822 323
07.3 Autres travaux routiers	160 753 891 050	269 787 194 465	120 235 047 985	112 572 715 154
08 Affaires Sociales	114 366 967	91 772 680 265	40 776 950 853	62 164 543 613
08.0 Administration générale	18 561 762 128	17 831 047 410	10 836 944 491	10 263 892 700
08.1 Formations destinées aux femmes	3 019 111 991	4 376 684 273	1 898 191 788	1 167 934 858
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	32 848 349 020	28 476 058 697	15 054 995 942	16 843 720 199
08.3 Formation au personnel d'appui	1 577 369 716	1 541 374 865	856 774 162	811 825 851
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	58 360 374 824	39 547 515 020	12 898 238 787	33 077 170 005
09 Décentralisation	131 965 961	165 309 274 257	70 069 915 660	71 404 099 505
09.1 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	70 069 915 660	71 404 099 505
10 Reconstructions et réhabilitations	6 863 178 452	5 963 683 470	4 641 396 856	6 207 011 470
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 953 040 617	1 519 633 020	1 190 612 289	3 957 123 621
10.2 Habitat et logement sociaux	4 910 137 835	4 444 050 450	3 450 784 567	2 249 887 849
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	59 318 280 431	45 605 782 204	11 885 833 053	43 690 825 557
11.1 Promotion et insertion des jeunes	56 339 648 825	42 406 038 682	9 244 564 740	41 321 809 967
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 978 631 606	3 199 743 522	2 680 246 272	2 369 015 590
TOTAL	3 572 047 832 786	3 845 065 865 686	1 868 572 507 432	1 978 041 253 971

➤ Analyse des dépenses sociales spécifiques

Les dépenses sociales spécifiques, se sont établies à 526,6 milliards de FCFA à fin juin 2025, au-dessus des objectifs planchers de 490,6 milliards de FCFA.

Tableau 16 : dépenses sociales spécifiques sur financement Etat à fin juin 2025

TIVITES	Objectif annuel 2025	Objectif 2ème Trimestre 2025	Total Exécution fin juin 2025
PROTECTION SOCIALE	40 938 659 208	9 477 194 444	32 745 632 569
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	16 000 000 000	1 600 000 000	19 843 480 801
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	1 038 659 208	300 230 835	1 482 151 768
Appui aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	4 366 963 609	6 600 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	10 700 000 000	3 210 000 000	4 820 000 000
Couverture Maladie Universelle	5 400 000 000	1 620 000 000	2 700 000 000
Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	5 300 000 000	1 590 000 000	2 120 000 000
SANTÉ	331 252 569 858	143 030 454 563	151 345 780 745
Personnel santé fonctionnaire	277 793 812 239	128 662 397 248	131 156 593 325
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 220 441 993	105 861 775	0
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 540 097 277	204 437 185	359 397 016
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 229 099 008	267 184 361	352 882 996
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	7 724 933 992	2 191 629 150	3 327 603 786
Qualité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	14 725 000 000	4 650 000 000	1 101 950 622
Services sanitaires spécialisés (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	17 898 000 000	5 015 938 946	8 604 000 000
Provisionnement en médicaments	6 121 185 350	1 933 005 900	6 443 353 000
EDUCATION	750 607 119 137	335 990 305 931	339 913 855 365
Construction des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	5 911 940 011	18 228 720 340
Education primaire et préscolaire	687 235 170 968	311 622 975 966	319 331 761 031
Programme de cantines scolaires	3 705 542 722	1 588 089 738	148 384 031
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	9 486 302 000	1 769 384 076	1 499 437 800
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	3 739 797 200	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	667 498 681 146	304 525 704 952	317 683 939 200
Enseignement technique et formation professionnelle	45 874 439 489	18 455 389 954	2 353 373 994
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 866 500 000	2 047 500 000	149 000 000
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique	6 690 285 000	2 604 609 459	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 057 654 490	453 280 496	604 373 994
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	35 259 999 999	13 350 000 000	1 600 000 000
EMPLOI DES JEUNES	5 062 431 362	2 088 201 101	2 558 150 528
Programme Emploi Jeunes	4 133 172 938	1 653 269 175	1 750 996 955
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	394 988 405	197 494 203	540 153 237
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	238 000 000	102 000 000	97 703 182
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	296 270 020	135 437 723	169 297 154
TOTAL	1 127 860 779 564	490 586 156 039	526 563 419 207

Source : DPSB

II.2.2. Dépenses de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **2.948,6** milliards FCFA pour une projection de **2.945,8** milliards de FCFA.

II.2.3. Réalisation des critères de performance et des repères indicatifs du programme économique et financier

Le Programme Economique et Financier (PEF) se définit comme un contrat ou une convention d'accompagnement dans la mise en œuvre de la politique économique. Le PEF comprend une lettre d'intention adressée au Directeur général du FMI, un mémorandum de Politiques économiques et financières qui précise les politiques à mettre en œuvre, un protocole d'accord technique qui définit les critères d'évaluation nommés indicateurs quantitatifs (critères de performance et repères indicatifs) et un tableau de repères structurels.

Les critères de performance et les repères indicatifs du programme économique et financier à fin juin 2025 sont tous respectés comme l'indique le tableau ci-dessous

Tableau 17 : Evolution des repères quantitatifs budgétaires du programme Economique et Financier

En milliards FCFA, sauf indications contraires	Réal Juin 2025 (1)	Objectif juin 2025 (2)	Ecart (1)-(2)	Commentaires Juin 2025
CRITERES DE PERFORMANCE				
Plancher sur le solde budgétaire global (dons compris)	-1 054,3	-1 058,3	4,0	Respecté
Plafond pour le financement intérieur net (y/c les titres UEMOA)	372,9	794,1	-421,3	Respecté
Plafond pour la valeur actuelle de nouvelles dettes extérieures contractées par l'administration centrale (millions USD)	1 542,1	2 667,1	-1 125,0	Respecté
Plafond zéro pour l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs pour l'administration centrale	0,0	0,0	0,0	Respecté
Plafond zéro pour l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs pour l'administration centrale	0,0	0,0	0,0	Respecté
Plancher pour les recettes fiscales de l'Etat	4 168,2	4 106,7	61,5	Respecté
REPERES INDICATIFS				
Plafond pour les dépenses exécutées par procédure d'avances de trésorerie	181,8	247,1	-65,3	Respecté
Plancher pour les dépenses spécifiques	526,6	490,6	36,0	Respecté
Plancher pour la réduction nette du stock des "exigibles"	-188,1	-85,3	-102,8	Respecté
Plancher sur le solde primaire de base	300,6	153,8	146,8	Respecté

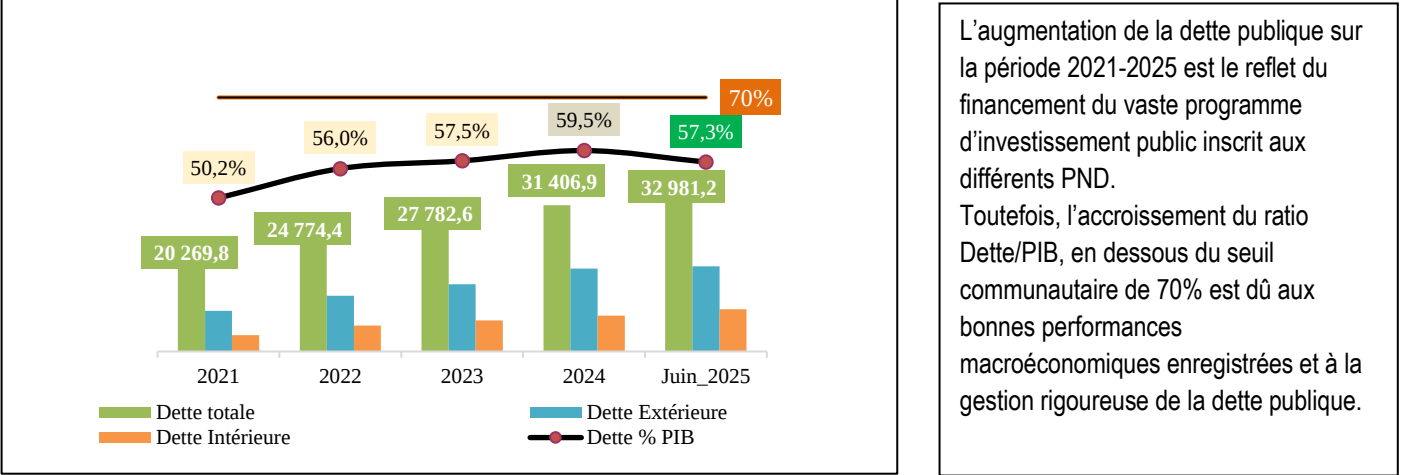
Source : MFB/DGTCP/DCS

II.2.4. Analyse de la dette publique

➤ L'encours de la dette publique

L'encours provisoire de la dette publique à fin juin 2025 (hors C2D) ressort à 32 981,2 milliards et représente 57,3% du PIB. Cet encours comprend 12 623,6 milliards de dette intérieure (21,9% du PIB) et 20 357,6 milliards de dette extérieure (35,4% du PIB). En outre, le stock du C2D à cette même période s'établit à 148,8 milliards.

Figure 3 : Evolution du ratio de Dette/PIB sur la période 2021 à fin juin 2025



Source : DGF

3^{ème} PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2025

III.1. Les prévisions de croissance économique

L'économie ivoirienne devrait se situer à 6,5 % en 2025, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, notamment le maintien de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Le Fonds Monétaire International (FMI) accompagne la Cote d'Ivoire résolument vers l'atteinte de ses objectifs de développement avec le nouveau programme économique et financier sur la période 2023-2026. A cet effet, en février et mars 2025, une mission d'évaluation a permis de réviser les prévisions de l'année 2025.

Les prévisions de l'année 2025 sont fondées sur les hypothèses suivantes :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ une croissance du PIB réel autour de 6,3 %,
- ✓ une maîtrise de l'inflation à 3,0 % ;
- ✓ une réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB.
- ✓ la bonne tenue des finances publiques ;
- ✓ la diversification de l'économie ;
- ✓ le renforcement des réformes structurelles ;

Les principaux agrégats macro-économiques sont résumés dans le tableau ci-après :

Tableau 18 : Evolution des principaux agrégats macro-économiques

AGREGATS	Variation (en%)				
	Initiale (1)	Révisée Avril (2)	Révisée Août (3)	Ecart (2-1)	Ecart2 (3-1)
PIB (Variation en volume)	6,3	6,5	6,5	0,2	0,2
Secteur primaire	5,4	5,4	1,8	0	-3,6
Secteur secondaire	6,3	6,4	7,9	0,1	1,6
Secteur tertiaire	6,8	6,6	7,5	-0,2	0,7
Secteur non marchand	6,1	7,2	6,6	1,1	0,5
Droits et taxes	8,1	7,7	6,3	-0,4	-1,8
IHPC	3	7,7	3	-0,4	0
TERMES DE L'ECHANGE DES BIENS	7,9	12,7	16,8	4,8	8,9

Source : MEPD/DGE-Cadrage
macroéconomique actualisé

III.2. Evolution des ressources et des dépenses du budget à fin 2025

Au titre des ressources

Initialement attendues à 8.142,7 milliards de FCFA, les **ressources budgétaires** devraient s'établir à **8.034,3 milliards de FCFA**.

Elles se décomposent comme suit :

- 7.470,3 milliards de FCFA de recettes fiscales (y/c FER) ;
- 296 milliards de FCFA de recettes non fiscales (y/c FIMR) ;
- 268 milliards de FCFA de dons.

Les ressources de trésorerie ressortiraient quant à elles à **6.848,4 milliards de FCFA** contre 6.099,5 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant intègrerait 1 milliards de FCFA de privatisation et ventes d'actifs, 78,2 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 4.179,2 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier, 1.252,1 milliards de FCFA au titre des emprunts programmes et 1 338,1 milliards de FCFA au titre des emprunts projets.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor hors FER et FIMR, devraient ressortir à 1.092 milliards de FCFA, contre 1.097,1,1 milliards de FCFA initialement prévus.

Au titre des dépenses

Les **dépenses budgétaires** devraient s'établir à **10.033,8 milliards de FCFA** à fin décembre 2025 contre 10.121,2milliards de FCFA initialement prévus.

Le niveau projeté des dépenses budgétaires à fin 2025 se décompose comme suit :

- 1.726,4 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 2.532,6 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 1.064 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services ;
- 807,7 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts ;
- 147 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 3.756,2 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les **charges de trésorerie** se situeraient à **4.848,9 milliards de FCFA** contre 4.121 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui comprend 3.010,7 milliards de FCFA de dette intérieure et 1.838,3 milliards de FCFA de dette extérieure.

Quant aux dépenses des comptes spéciaux du Trésor (hors FER et FIMR), devraient ressortir à 1.092 milliards de FCFA, contre 1.097,1,1 milliards de FCFA initialement prévus.

Estimation du niveau de déficit budgétaire attendu à fin 2025

Le déficit budgétaire au regard de l'évolution des prévisions de recouvrement des ressources et d'exécution des dépenses du budget, devrait ressortir à **1.737,4 milliards de FCFA** comme convenu avec le FMI à la mission d'évaluation de mars et avril 2025.

CONCLUSION

L'activité économique au terme du premier semestre 2025 enregistre une évolution positive en raison de l'accroissement des activités industrielles et tertiaires. Le taux de croissance devrait se situer à 6,5% grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025.

L'exécution du budget de l'Etat quant à elle est caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources et un niveau d'exécution des dépenses globalement contenu dans les prévisions sur la même période. Ces évolutions se sont traduites par le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2025 du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International notamment le déficit budgétaire. Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuivront au deuxième semestre 2025, en vue de garantir le respect des engagements du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs d'investissement du Plan National de Développement.

ANNEXES

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin juin 2025 et perspectives 2025)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Budget initial 2025	Prévisions révisées 2025	Fin juin 2025		DEPENSES	Budget initial	Prévisions révisées	Fin juin 2025	
			Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)				Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES									
RECETTES FISCALES (y/c FER) - DGI - TRESOR - DGD (hors PCS, PCC et SGS) - TVA exonérée	7 653,5 4 650,1 13,7 2 989,7	7 470,3 4 437,1 1,5 3 031,8	3 617,3 2 132,9 0,7 1 405,0 78,7	3 519,9 2 058,1 8,6 1 419,0 34,2	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE Dette intérieure Dette extérieure PERSONNEL ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections) Abonnement Autres achats de biens et services TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections) Subvention au secteur électricité Autres transferts	1 514,7 627,1 887,6 2 532,6 1 064,0 151,6 912,4 807,7 69,4 738,3	1 726,4 747,3 979,0 2 532,6 1 064,0 151,6 912,4 807,7 69,4 738,3	879,3 358,2 521,2 1 337,5 473,5 75,8 397,7 328,1 10,9 317,2	861,0 324,3 536,7 1 337,1 471,3 80,7 390,6 365,7 29,9 335,8
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR) Recettes non fiscales du Trésor Revenus du domaine DGI Bonus de signature secteur pétrolier Licences de télécommunication Fonds d'investissement en milieu rural Autres recettes non fiscales	221,2 83,4 53,4 0,0 0,1 10,9 73,5	296,0 161,6 50,0 0,0 0,1 10,9 73,5	90,1 62,4 25,0 0,0 0,1 2,7 0,0	101,4 60,4 19,5 11,2 0,0 7,9 2,3	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections) Abonnement Autres achats de biens et services TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections) Subvention au secteur électricité Autres transferts	1 064,0 151,6 912,4 807,7 69,4 738,3	1 064,0 151,6 912,4 807,7 69,4 738,3	473,5 75,8 397,7 328,1 10,9 317,2	471,3 80,7 390,6 365,7 29,9 335,8
DONS Dons programmes AFD (C2D) GVT Espagnol (PCD) UE BEI Dons projets	268,0 162,5 148,7 13,8 105,5	268,0 162,5 148,7 13,8 105,5	129,8 87,6 87,6 0,0 42,2	27,7 0,0 27,7	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS Sur financement intérieur INVESTISSEMENT - Trésor (y/c FIMR et FER) Projets C2D et PCD Investissement FIMR Fonds d'Entretien Routier Autres investissements - Financement extérieur des projets Emprunts-projets Dons-projets	147,0 147,0 4 055,3 2 611,7 148,7 10,9 266,5 2 185,7 1 443,6 1 338,1 105,5	147,0 147,0 3 756,2 2 312,6 148,7 10,9 252,6 1 900,5 1 443,6 1 338,1 105,5	285,6 285,6 1 838,3 1 260,9 59,5 15,2 133,2 1 065,5 577,4 535,2 42,2	161,6 161,6 1 717,0 1 120,1 15,2 7,9 120,1 976,9 596,9 569,2 27,7
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	8 142,7	8 034,3	3 837,3	3 649,0	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	10 121,2	10 033,8	5 142,3	4 913,6
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE									
Privatisation et ventes d'actifs Transfert des entreprises/dette r��troced��e Emprunts sur marchés monétaire et financier Emprunts obligataires Bons et obligations du Trésor Financement en devises Emprunts programmes FMI FMI (y compris FRD) Banque Mondiale Banque Africaine de Développement AFD (Autre appui budgétaire) Allemagne JICA Autres Emprunts-projets	1,0 78,2 3 430,1 315,0 1 252,1 952,1 122,2 49,1 0,0 0,0 128,7 1 338,1	1,0 78,2 4 179,1 971,0 1 252,1 952,1 122,2 49,1 0,0 0,0 128,7 1 338,1	0,0 31,1 3 356,4 612,4 1 773,0 971,0 476,0 0,0 451,2 24,8 535,2	0,0 26,7 3 551,8 379,3 2 304,8 867,6 446,9 0,0 426,9 20,0 569,2	Amortissement de la dette publique Dette intérieure Dette extérieure	4 121,0 2 713,5 1 407,5	4 848,9 3 010,6 1 838,3	2 945,8 1 718,3 1 227,5	2 948,6 1 717,1 1 231,6
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	6 099,5	6 848,4	4 398,7	4 594,5	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	4 121,0	4 848,9	2 945,8	2 948,6
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIAL	1097,0	1092,0			TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIAL	1097,0	1092,0		
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	15 339,2	15 974,7	8 236,0	8 243,5	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	15 339,2	15 974,7	8 088,1	7 862,2

ANNEXE 2 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères et natures dépenses

Ministères /natures	Budget Actuel	Exécution	Mise en règlement
101 Représentation Nationale	42 429 570 314	20 839 929 737	16 268 182 617
1 Personnel	24 636 394 362	12 318 197 182	8 796 543 737
2 Biens et services	241 642 992	809 573 382	44 479 707
3 Transferts	16 051 532 960	6 902 159 173	6 902 159 173
4 Investissements	1 500 000 000	810 000 000	525 000 000
102 Sénat	13 990 266 156	8 155 004 963	6 758 734 822
1 Personnel	9 694 103 094	4 953 330 659	4 953 330 659
2 Biens et services	142 163 062	665 454 304	19 184 163
3 Transferts	4 154 000 000	2 536 220 000	1 786 220 000
103 Présidence de la République	163 318 648 104	187 299 333 275	78 779 121 389
1 Personnel	20 165 027 179	9 977 464 773	9 881 180 881
2 Biens et services	5 028 905 210	3 407 092 824	991 396 234
3 Transferts	105 117 815 715	60 199 281 334	47 897 629 274
4 Investissements	33 006 900 000	113 715 494 344	20 008 915 000
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 294 512 683	4 343 051 468	4 192 312 441
1 Personnel	5 322 835 054	2 661 417 527	2 661 417 527
2 Biens et services	102 382 329	46 135 620	26 496 593
3 Transferts	2 869 295 300	1 635 498 321	1 504 398 321
106 Conseil Constitutionnel	3 858 006 876	1 975 871 547	1 755 545 130
1 Personnel	1 500 100 000	750 050 000	750 050 000
2 Biens et services	45 571 212	19 560 318	11 190 794
3 Transferts	2 312 335 664	1 206 261 229	994 304 336
107 Grande Chancellerie	4 422 639 525	2 209 621 243	1 967 118 956
1 Personnel	1 507 050 497	724 534 966	716 322 307
2 Biens et services	23 756 883	241 598 455	7 308 827
3 Transferts	2 891 832 145	1 243 487 822	1 243 487 822
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Spo	71 015 398 474	50 209 753 498	27 152 768 151
1 Personnel	11 792 701 873	5 970 550 655	5 750 842 903
2 Biens et services	1 053 043 833	1 855 068 449	459 244 998
3 Transferts	19 377 362 975	15 913 782 527	14 276 916 728
4 Investissements	38 792 289 793	26 470 351 867	6 665 763 522
109 Médiateur de la République	8 422 469 307	4 591 558 998	4 577 504 933
1 Personnel	6 137 055 758	3 068 527 879	3 068 527 879
2 Biens et services	68 608 549	37 771 769	23 717 704
3 Transferts	2 216 805 000	1 485 259 350	1 485 259 350
110 Commission Electorale Indépendante	96 674 435 964	94 729 654 491	47 384 761 888
1 Personnel	3 088 421 947	1 544 210 974	1 544 210 974
2 Biens et services	91 173 279 926	90 772 709 426	45 418 322 448
3 Transferts	2 412 734 091	2 412 734 091	422 228 466
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 478 443 421	2 296 722 395	2 293 637 545
2 Biens et services	153 243 421	6 886 395	3 801 545
3 Transferts	5 325 200 000	2 289 836 000	2 289 836 000
114 Cour de Cassation	7 762 180 353	3 719 581 924	3 398 382 615
1 Personnel	4 240 154 018	2 160 452 691	1 928 278 855
2 Biens et services	102 988 581	108 942 999	19 917 526
3 Transferts	3 169 037 754	1 362 686 234	1 362 686 234
4 Investissements	250 000 000	87 500 000	87 500 000
115 Cour des Comptes	7 746 675 633	2 930 113 382	2 727 126 944
1 Personnel	4 063 332 863	1 402 423 376	1 263 502 173
2 Biens et services	145 493 642	87 166 881	66 101 646
3 Transferts	2 528 449 128	1 087 233 125	1 044 233 125
4 Investissements	1 009 400 000	353 290 000	353 290 000
116 Parquet Général	1 929 571 032	855 125 759	784 411 533
1 Personnel	415 604 000	207 802 000	207 802 000
2 Biens et services	67 312 386	25 262 261	19 822 035
3 Transferts	1 446 654 646	622 061 498	556 787 498
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 721 037 469	777 285 764	773 747 734
1 Personnel	545 547 068	272 773 534	272 773 534
2 Biens et services	10 490 401	3 562 230	24 200
3 Transferts	1 165 000 000	500 950 000	500 950 000
118 Conseil d'Etat	5 101 163 193	2 521 408 440	2 367 833 123
1 Personnel	2 047 193 772	1 202 880 253	1 056 496 661
2 Biens et services	52 354 287	27 833 680	20 641 955
3 Transferts	3 001 615 134	1 290 694 507	1 290 694 507
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 411 928 233	1 019 321 267	1 018 243 812
2 Biens et services	43 919 367	1 077 455	0
3 Transferts	2 368 008 866	1 018 243 812	1 018 243 812
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	447 050 460 240	261 050 982 413	131 860 775 691
1 Personnel	208 375 853 919	109 380 204 351	66 494 541 104
2 Biens et services	182 883 580 398	112 742 995 677	40 671 717 759
3 Transferts	1 255 610 744	1 750 081 670	495 141 463
4 Investissements	54 535 415 179	37 177 700 715	24 199 375 365

ANNEXE 2 (suite) : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères et natures dépenses

Ministères /natures	Budget Actuel	Exécution	Mise en règlement
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	333 210 676 840	190 270 304 258	78 037 571 221
1 Personnel	16 181 057 166	10 682 522 376	7 841 681 419
2 Biens et services	4 197 742 759	1 274 059 545	730 786 590
3 Transferts	105 438 759 408	17 291 029 563	11 655 347 567
4 Investissements	207 393 117 507	161 022 692 774	57 809 755 645
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	47 011 802 540	21 607 660 314	16 865 352 003
1 Personnel	13 224 751 012	7 864 306 781	6 951 192 131
2 Biens et services	17 897 661 277	4 919 413 764	4 214 410 573
3 Transferts	8 703 509 908	6 038 165 000	4 178 015 000
4 Investissements	7 185 880 343	2 785 774 769	1 521 734 299
321 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	150 312 380 854	79 046 410 687	18 874 033 369
1 Personnel	86 725 062 697	38 387 433 580	9 392 268 608
2 Biens et services	48 320 391 034	25 534 307 437	3 539 785 986
3 Transferts	7 713 830 986	6 138 294 838	4 894 843 182
4 Investissements	7 553 096 137	8 986 374 832	1 047 135 593
322 Ministère des Finances et du Budget	7 363 567 908 534	4 157 814 235 393	833 324 251 447
1 Personnel	98 530 164 165	53 294 179 864	44 249 849 497
2 Biens et services	1 902 480 594 656	816 646 159 096	446 616 808 502
3 Transferts	4 310 130 326 571	3 042 915 695 965	320 944 398 182
4 Investissements	1 052 426 823 142	244 958 200 469	21 513 195 266
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	842 359 984 648	336 794 094 542	251 164 720 358
1 Personnel	211 094 723 072	110 355 117 364	100 456 940 134
2 Biens et services	119 261 194 560	64 175 845 715	45 741 714 238
3 Transferts	293 734 459 268	43 337 529 534	20 068 090 562
4 Investissements	218 269 607 748	118 925 601 929	84 897 975 424
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	122 844 466 903	58 574 391 362	43 151 526 819
1 Personnel	55 931 675 642	29 274 013 870	25 720 446 658
2 Biens et services	35 871 099 501	18 707 644 591	8 425 799 256
3 Transferts	4 401 996 900	1 977 133 731	1 835 907 705
4 Investissements	26 639 694 860	8 615 599 170	7 169 373 200
328 Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	33 315 463 657	27 749 613 083	7 948 009 902
1 Personnel	6 794 748 377	2 388 869 367	1 973 502 552
2 Biens et services	7 167 874 278	4 958 360 809	1 216 233 488
3 Transferts	6 943 978 355	2 409 382 681	1 501 326 440
4 Investissements	12 408 862 647	17 993 000 226	3 256 947 422
330 Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	720 818 804 323	108 026 408 330	73 468 652 812
1 Personnel	2 458 197 311	1 306 242 647	1 129 117 928
2 Biens et services	3 003 581 288	925 397 357	616 610 784
3 Transferts	279 557 968 823	12 916 400 943	11 076 905 976
4 Investissements	435 799 056 901	92 878 367 383	60 646 018 124
331 Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	1 450 815 132 769	806 795 044 041	631 695 191 757
1 Personnel	1 053 810 696 060	573 956 120 057	500 555 635 053
2 Biens et services	42 292 192 003	9 176 744 315	6 877 403 508
3 Transferts	154 343 302 220	121 200 618 670	93 281 864 232
4 Investissements	200 368 942 486	102 461 560 999	30 980 288 964
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	332 276 175 110	186 456 844 320	142 641 811 569
1 Personnel	124 543 284 296	62 346 811 775	33 714 496 939
2 Biens et services	18 590 433 641	5 544 775 010	3 268 247 213
3 Transferts	123 136 943 095	93 651 730 635	81 586 458 638
4 Investissements	66 005 514 078	24 913 526 900	24 072 608 779
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	162 483 500 550	49 908 194 941	34 648 189 478
1 Personnel	52 641 539 821	23 540 661 583	19 481 377 904
2 Biens et services	8 938 964 397	2 569 801 454	1 534 314 932
3 Transferts	76 830 844 180	11 551 356 088	2 325 643 584
4 Investissements	24 072 152 152	12 246 375 816	11 306 853 058
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	763 329 137 177	340 198 050 048	236 412 999 603
1 Personnel	338 121 540 516	173 867 874 148	145 602 153 090
2 Biens et services	50 436 832 275	20 638 299 597	12 825 027 515
3 Transferts	52 246 778 043	21 459 845 739	14 317 597 269
4 Investissements	322 523 986 343	124 302 030 564	63 668 221 729
336 Ministère de la Communication	41 401 882 807	10 846 426 653	4 975 780 208
1 Personnel	6 188 702 713	2 778 974 284	1 690 397 633
2 Biens et services	5 386 412 558	1 739 590 925	1 391 588 309
3 Transferts	28 426 767 536	6 053 728 895	1 786 294 050
4 Investissements	1 400 000 000	274 132 549	107 500 216
340 Ministère des Transports	313 759 578 003	168 898 059 110	117 615 862 202
1 Personnel	4 171 226 465	2 696 471 593	2 490 056 473
2 Biens et services	5 114 888 849	944 002 853	561 387 670
3 Transferts	15 610 323 887	5 485 713 217	4 982 536 809
4 Investissements	288 863 138 802	159 771 871 447	109 581 881 250
343 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	53 305 881 075	42 353 171 286	15 294 126 553
1 Personnel	6 991 865 827	3 705 536 357	2 713 321 532
2 Biens et services	2 673 709 616	3 333 483 939	551 324 655
3 Transferts	1 242 487 279	785 354 911	206 809 289
4 Investissements	42 397 818 353	34 528 796 079	11 822 671 077

ANNEXE 2 (fin) : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par ministères et natures dépenses

Ministères /natures	Budget Actuel	Exécution	Mise en règlement
345 Ministère des Eaux et Forêts	89 640 261 935	55 549 702 719	33 174 218 521
1 Personnel	24 568 092 962	14 987 635 711	13 754 321 399
2 Biens et services	11 831 224 571	2 962 674 135	799 872 464
3 Transferts	1 664 248 548	96 644 506	96 644 506
4 Investissements	51 576 695 854	37 502 748 367	18 523 380 152
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	29 360 517 725	9 590 923 245	7 131 118 511
1 Personnel	11 180 690 073	6 150 343 024	5 240 560 427
2 Biens et services	2 829 953 364	1 060 266 097	497 416 330
3 Transferts	13 840 446 948	2 106 769 147	1 119 596 777
4 Investissements	1 509 427 340	273 544 977	273 544 977
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	86 910 980 186	41 748 305 925	32 019 305 873
1 Personnel	8 564 662 221	4 794 453 153	3 977 528 941
2 Biens et services	6 219 993 884	3 516 233 206	554 616 405
3 Transferts	14 182 306 232	9 170 378 891	6 127 687 717
4 Investissements	57 944 017 849	24 267 240 675	21 359 472 810
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	543 115 630 823	156 514 691 895	6 559 639 981
1 Personnel	5 658 845 741	1 544 305 272	1 366 009 942
2 Biens et services	2 699 142 901	924 522 508	542 628 812
3 Transferts	397 351 503 116	6 977 009 311	178 500 000
4 Investissements	137 406 139 065	147 068 854 804	4 472 501 227
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	17 275 902 214	5 021 122 474	2 178 987 634
1 Personnel	2 404 528 881	1 346 448 200	875 328 195
2 Biens et services	5 749 515 753	1 668 908 562	1 052 515 319
3 Transferts	8 096 857 580	1 929 964 179	209 611 752
4 Investissements	1 025 000 000	75 801 533	41 532 368
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	22 394 486 829	11 689 095 405	5 327 288 830
1 Personnel	7 088 364 724	4 276 539 762	3 613 539 480
2 Biens et services	3 495 170 166	901 710 832	388 932 359
3 Transferts	1 698 524 458	758 021 587	90 584 000
4 Investissements	10 112 427 481	5 752 823 224	1 234 232 991
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	30 424 452 711	12 692 900 684	8 837 162 505
1 Personnel	14 017 126 617	7 998 056 304	6 476 776 690
2 Biens et services	7 229 875 059	2 110 839 801	1 352 866 023
3 Transferts	523 035 794	1 205 961 356	63 586 470
4 Investissements	8 654 415 241	1 378 043 223	943 933 322
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	68 250 440 826	14 345 352 043	8 827 158 809
1 Personnel	5 685 525 265	2 900 360 250	2 497 328 928
2 Biens et services	1 578 108 527	576 319 985	142 781 815
3 Transferts	51 351 769 534	4 890 099 681	4 293 927 066
4 Investissements	9 635 037 500	5 978 572 127	1 893 121 000
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	97 938 939 798	57 502 650 984	27 084 159 623
1 Personnel	7 896 813 821	4 119 885 410	2 705 938 481
2 Biens et services	3 080 180 172	899 421 675	584 538 027
3 Transferts	3 253 416 517	1 294 166 607	818 276 897
4 Investissements	83 708 529 288	51 189 177 292	22 975 406 218
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	114 394 642 393	23 109 661 751	9 764 023 388
1 Personnel	5 696 562 142	3 220 954 301	2 882 556 851
2 Biens et services	11 294 471 410	2 576 328 105	1 620 307 725
3 Transferts	5 691 733 930	1 837 575 097	18 000 000
4 Investissements	91 711 874 911	15 474 804 248	5 243 158 812
362 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	69 283 506 186	33 284 466 059	29 102 850 417
1 Personnel	22 198 920 952	12 536 500 305	10 674 831 837
2 Biens et services	12 983 638 578	5 697 423 249	3 682 356 427
3 Transferts	8 461 472 157	3 936 248 658	3 619 492 006
4 Investissements	25 639 474 499	11 114 293 847	11 126 170 147
366 Ministère de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité	460 647 574 698	90 230 904 960	65 920 564 330
1 Personnel	4 495 976 362	2 429 546 610	1 787 704 640
2 Biens et services	4 613 731 029	982 929 718	520 257 346
3 Transferts	163 152 110 092	4 772 165 181	488 120 212
4 Investissements	288 385 757 215	82 046 263 451	63 124 482 132
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	64 477 879 117	57 903 148 290	40 252 904 017
1 Personnel	2 606 650 717	1 410 313 799	1 237 352 220
2 Biens et services	2 987 366 346	962 456 495	632 244 396
3 Transferts	1 864 425 986	1 514 338 945	216 980 550
4 Investissements	57 019 436 068	54 016 039 051	38 166 326 851
376 Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	48 808 856 296	18 313 548 556	16 617 011 807
1 Personnel	7 735 637 684	2 474 936 588	2 140 875 499
2 Biens et services	9 806 172 317	3 017 311 496	1 455 407 716
3 Transferts	22 892 994 974	7 681 618 290	7 681 618 290
4 Investissements	8 374 051 321	5 139 682 182	5 339 110 302
439 Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de	4 998 443 705	1 029 100 519	607 694 903
1 Personnel	2 262 087 122	444 022 451	355 989 659
2 Biens et services	2 258 175 970	435 281 323	168 617 556
3 Transferts	313 670 613	125 468 245	70 575 888
4 Investissements	164 510 000	24 328 500	12 511 800
440 Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	11 886 873 652	5 450 435 774	4 768 305 982
1 Personnel	6 614 138 899	4 361 269 621	4 080 706 466
2 Biens et services	2 174 543 915	596 356 124	194 789 487
3 Transferts	587 669 013	242 210 029	242 210 029
4 Investissements	2 510 521 825	250 600 000	250 600 000
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, charg	59 547 703 324	33 323 376 479	14 770 363 362
1 Personnel	13 082 208 003	7 343 737 970	5 708 761 302
2 Biens et services	2 045 529 037	2 314 614 976	434 466 676
3 Transferts	24 952 557 154	10 357 468 151	5 218 478 708
4 Investissements	19 467 409 130	13 307 555 382	3 408 656 676
Total Général	15 441 797 275 185	7 862 162 616 694	3 153 121 047 118

ANNEXE 3 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par fonctions

Fonctions /Ministères	Budget Initial	Budget Actuel	Execution	Mise en règlement
01 Services généraux des administrations publiques	8 764 303 783 280	8 684 761 874 773	4 891 905 157 296	1 223 770 863 148
101 Représentation Nationale	42 429 570 314	42 429 570 314	20 839 929 737	16 268 182 617
102 Sénat	13 990 266 156	13 990 266 156	8 155 004 963	6 758 734 822
103 Présidence de la République	161 660 306 104	163 318 648 104	187 299 333 275	78 779 121 389
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 064 512 683	8 294 512 683	4 343 051 468	4 192 312 441
106 Conseil Constitutionnel	3 858 006 876	3 858 006 876	1 975 871 547	1 755 545 130
107 Grande Chancellerie	3 256 970 408	4 422 639 525	2 209 621 243	1 967 118 956
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	69 595 544 749	71 015 398 474	50 209 753 498	27 152 768 151
109 Médiateur de la République	8 422 469 307	8 422 469 307	4 591 558 998	4 577 504 933
110 Commission Electorale Indépendante	96 674 435 964	96 674 435 964	94 729 654 491	47 384 761 888
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 478 443 421	5 478 443 421	2 296 722 395	2 293 637 545
114 Cour de Cassation	7 762 180 353	7 762 180 353	3 719 581 924	3 398 382 615
115 Cour des Comptes	7 646 675 633	7 746 675 633	2 930 113 382	2 727 126 944
116 Parquet Général	1 777 771 032	1 929 571 032	855 125 759	784 411 533
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 721 037 469	1 721 037 469	777 285 764	773 747 734
118 Conseil d'Etat	5 101 163 193	5 101 163 193	2 521 408 440	2 367 833 123
119 Haut Représentant du Président de la République	0	0	0	0
204 Ministère d'Etat, Ministère auprès du Président de la République, chargé des Relations avec les Institutions	0	0	0	0
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	45 599 372 669	47 011 802 540	21 607 660 314	16 865 352 003
321 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	146 936 580 111	150 312 380 854	79 046 410 687	18 874 033 369
322 Ministère des Finances et du Budget	7 465 369 129 311	7 363 567 908 534	4 157 814 235 393	833 324 251 447
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	590 778 227 243	594 582 000 683	207 427 659 615	128 353 319 896
327 Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	0	0	0	0
328 Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	29 085 502 907	33 315 463 657	27 749 613 083	7 948 009 902
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	0	0	0	0
371 Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	0	0	0	0
374 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption	0	0	0	0
376 Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	44 319 673 672	48 808 856 296	18 313 548 556	16 617 011 807
439 Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur,	4 775 943 705	4 998 443 705	1 029 100 519	607 694 903
02 Défense	442 017 771 151	447 044 460 240	261 049 162 227	131 859 775 691
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	442 017 771 151	447 044 460 240	261 049 162 227	131 859 775 691
03 Ordre et sécurité publics	370 905 258 589	373 034 379 101	197 497 235 311	166 981 171 093
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 411 928 233	2 411 928 233	1 019 321 267	1 018 243 812
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	245 993 613 453	247 777 983 965	137 903 522 682	122 811 400 462
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	122 499 716 903	122 844 466 903	58 574 391 362	43 151 526 819
04 Affaires économiques	1 345 710 734 024	1 392 570 109 140	585 417 319 020	249 303 754 297
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	316 642 313 630	333 210 676 840	190 270 304 258	78 037 571 221
336 Ministère de la Communication	39 674 800 232	41 401 882 807	10 846 426 653	4 975 780 208
340 Ministère des Transports	312 008 919 623	313 759 578 003	168 898 059 110	117 615 862 202
345 Ministère des Eaux et Forêts	0	0	0	0
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	60 547 657 780	86 910 980 186	41 748 305 925	32 019 305 873
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	543 115 630 823	543 115 630 823	156 514 691 895	6 559 639 981
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	21 944 538 284	22 394 486 829	11 689 095 405	5 327 288 830
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	39 890 000 000	39 890 000 000	0	0
440 Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	11 886 873 652	11 886 873 652	5 450 435 774	4 768 305 982
05 Protection de l'environnement	431 254 561 470	452 406 288 640	142 540 346 423	87 265 330 952
343 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	47 683 308 378	53 305 881 075	42 353 171 286	15 294 126 553
345 Ministère des Eaux et Forêts	79 187 906 935	89 640 261 935	55 549 702 719	33 174 218 521
366 Ministère de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité	304 383 346 157	309 460 145 630	44 637 472 418	38 796 985 878
06 Logements et équipements collectifs	923 923 715 057	1 014 761 316 610	191 075 154 666	119 183 413 461
330 Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	703 072 820 347	720 818 804 323	108 026 408 330	73 468 652 812
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	20 890 440 826	28 360 440 826	14 345 352 043	8 827 158 809
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	76 801 661 802	114 394 642 393	23 109 961 751	9 764 023 388
366 Ministère de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité	123 158 792 082	151 187 429 068	45 593 432 542	27 123 578 452
07 Santé	764 718 885 647	763 335 137 177	340 199 870 234	236 413 599 603
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	6 000 000	6 000 000	1 820 186	1 000 000
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	764 712 885 647	763 329 137 177	340 198 050 048	236 412 599 603
08 Loisirs Culture et culte	203 154 622 718	204 123 063 061	105 438 073 182	51 164 629 130
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	29 252 817 725	29 360 517 725	9 590 923 245	7 131 118 511
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	0	0	0	0
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	17 275 902 214	17 275 902 214	5 021 122 474	2 178 987 634
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	97 938 939 798	97 938 939 798	57 502 650 984	27 084 159 623
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre	58 686 962 981	59 547 703 324	33 323 376 479	14 770 363 362
09 Enseignement	1 930 154 749 248	1 945 574 808 429	1 043 160 083 302	808 985 192 804
331 Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	1 439 519 194 349	1 450 815 132 769	806 795 044 041	631 695 191 757
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	328 487 054 349	332 276 175 110	186 456 844 320	142 641 811 569
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	162 148 500 550	162 483 500 550	49 908 194 941	34 648 189 478
10 Protection sociale	163 026 608 870	164 185 838 014	103 877 915 033	78 192 916 939
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	29 449 633 835	30 424 452 711	12 692 900 684	8 837 162 505
362 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	69 103 595 918	69 283 506 186	33 284 466 059	29 102 850 417
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	64 473 379 117	64 477 879 117	57 900 548 290	40 252 904 017
Total Général	15 339 170 690 054	15 441 797 275 185	7 862 160 316 694	3 153 120 647 118

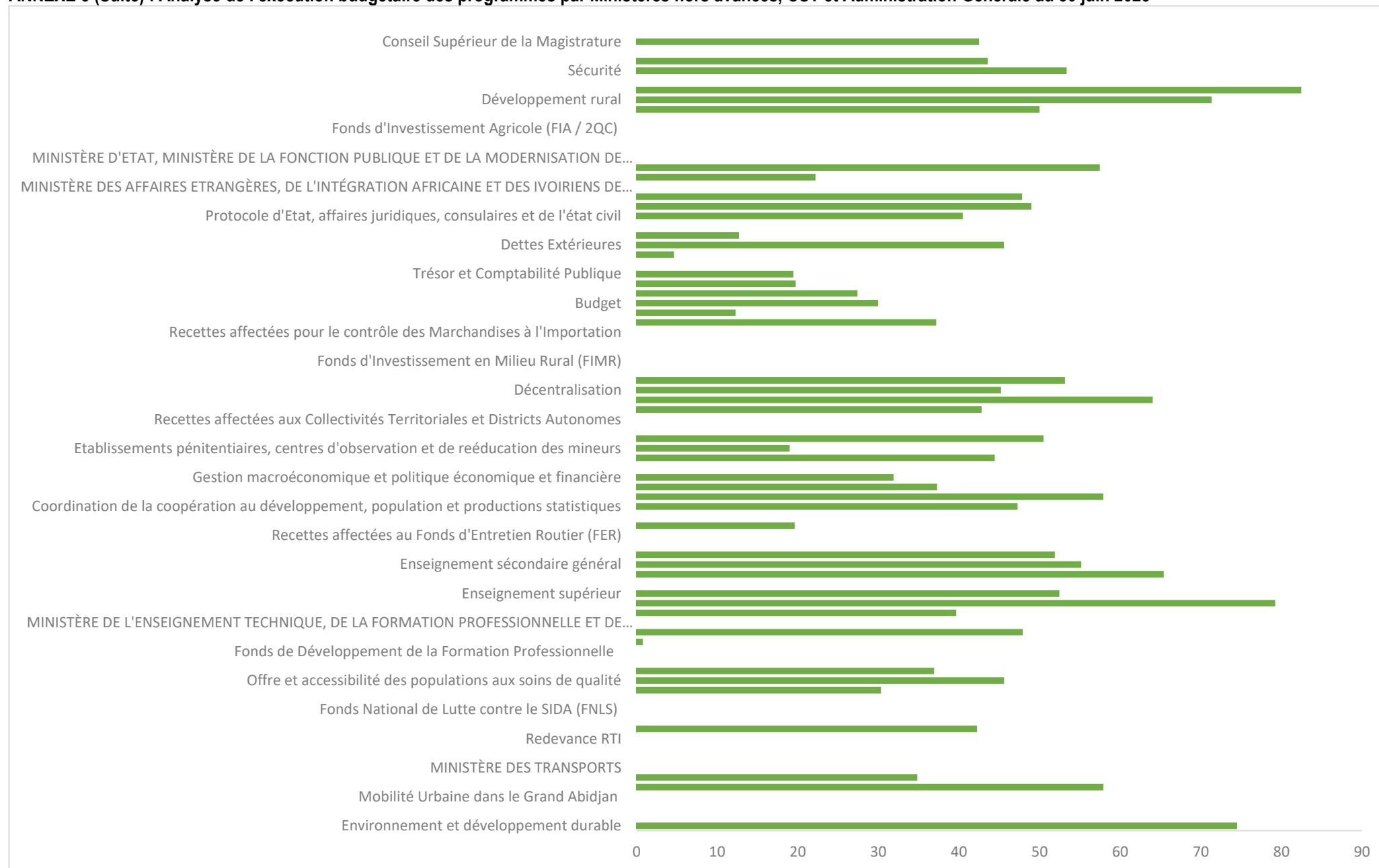
ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2025 par missions

Missions /Ministères	Budget Initial	Budget Actuel	Execution	Mise en règlement
1- Pouvoirs publics, Souveraineté et Gouvernance	591 563 805 711	599 887 771 296	468 549 095 730	221 681 161 905
101 Représentation Nationale	42 429 570 314	42 429 570 314	20 839 929 737	16 268 182 617
102 Sénat	13 990 266 156	13 990 266 156	8 155 004 963	6 758 734 822
103 Présidence de la République	161 660 306 104	163 318 648 104	187 299 333 275	78 779 121 389
105 Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	8 064 512 683	8 294 512 683	4 343 051 468	4 192 312 441
106 Conseil Constitutionnel	3 858 006 876	3 858 006 876	1 975 871 547	1 755 545 130
107 Grande Chancellerie	3 256 970 408	4 422 639 525	2 209 621 243	1 967 118 956
108 Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Min	69 595 544 749	71 015 398 474	50 209 753 498	27 152 768 151
109 Médiateur de la République	8 422 469 307	8 422 469 307	4 591 558 998	4 577 504 933
110 Commission Electorale Indépendante	96 674 435 964	96 674 435 964	94 729 654 491	47 384 761 888
111 Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels	5 478 443 421	5 478 443 421	2 296 968 768	2 293 637 545
114 Cour de Cassation	7 762 180 353	7 762 180 353	3 719 581 924	3 398 382 615
115 Cour des Comptes	7 646 675 633	7 746 675 633	2 930 113 382	2 727 126 944
116 Parquet Général	1 777 771 032	1 929 571 032	855 125 759	784 411 533
117 Parquet Général près la Cour des Comptes	1 721 037 469	1 721 037 469	777 285 764	773 747 734
118 Conseil d'Etat	5 101 163 193	5 101 163 193	2 521 408 440	2 367 833 123
120 Conseil Supérieur de la Magistrature	2 411 928 233	2 411 928 233	1 019 321 267	1 018 243 812
321 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'	146 936 580 111	150 312 380 854	79 046 410 687	18 874 033 369
439 Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration A	4 775 943 705	4 998 443 705	1 029 100 519	607 694 903
2- Défense, Sécurité et Justice	1 401 295 328 750	1 412 254 911 791	656 419 468 317	426 177 022 868
226 Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	442 023 771 151	447 050 460 240	261 050 982 413	131 860 775 691
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	836 771 840 696	842 359 984 648	336 794 094 542	251 164 720 358
325 Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	122 499 716 903	122 844 466 903	58 574 391 362	43 151 526 819
3 - Administration Générale et Développement Economique	7 584 373 678 559	7 492 704 031 027	4 225 484 757 346	874 754 625 159
237 Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'A	45 599 372 669	47 011 802 540	21 607 660 314	16 865 352 003
322 Ministère des Finances et du Budget	7 465 369 129 311	7 363 567 908 534	4 157 813 935 393	833 324 251 447
328 Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	29 085 502 907	33 315 463 657	27 749 613 083	7 948 009 902
376 Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	44 319 673 672	48 808 856 296	18 313 548 556	16 617 011 807
4 - Enseignement Formation et Recherche	1 930 154 749 248	1 945 574 808 429	1 043 160 083 302	808 985 192 804
331 Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	1 439 519 194 349	1 450 815 132 769	806 795 044 041	631 695 191 757
333 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	328 487 054 349	332 276 175 110	186 456 844 320	142 641 811 569
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de	162 148 500 550	162 483 500 550	49 908 194 941	34 648 189 478
5 - Santé et Action Sociale	927 739 494 517	927 514 975 191	444 075 965 081	314 605 516 542
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Unive	764 712 885 647	763 329 137 177	340 198 050 048	236 412 599 603
352 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	29 449 633 835	30 424 452 711	12 692 900 684	8 837 162 505
362 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	69 103 595 918	69 283 506 186	33 284 466 059	29 102 850 417
369 Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pau	64 473 379 117	64 477 879 117	57 900 548 290	40 252 904 017
6 - Culture, Jeunesse, Sport et Loisirs	242 829 422 950	245 524 945 868	116 284 499 835	56 140 409 338
336 Ministère de la Communication	39 674 800 232	41 401 882 807	10 846 426 653	4 975 780 208
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	29 252 817 725	29 360 517 725	9 590 923 245	7 131 118 511
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	17 275 902 214	17 275 902 214	5 021 122 474	2 178 987 634
357 Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du	97 938 939 798	97 938 939 798	57 502 650 984	27 084 159 623
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre	58 686 962 981	59 547 703 324	33 323 376 479	14 770 363 362
7 - Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs	1 707 666 347 073	1 772 225 970 020	476 344 908 903	221 003 643 174
330 Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	703 072 820 347	720 818 804 323	108 026 408 330	73 468 652 812
340 Ministère des Transports	312 008 919 623	313 759 578 003	168 898 059 110	117 615 862 202
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	543 115 630 823	543 115 630 823	156 514 691 895	6 559 639 981
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	60 780 440 826	68 250 440 826	14 345 352 043	8 827 158 809
358 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	76 801 661 802	114 394 642 393	23 109 961 751	9 764 023 388
440 Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Ma	11 886 873 652	11 886 873 652	5 450 435 774	4 768 305 982
8 - Production, Développement industriel et Commercial	399 134 509 694	442 516 143 855	243 707 705 588	115 384 165 924
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pro	316 642 313 630	333 210 676 840	190 270 304 258	78 037 571 221
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	60 547 657 780	86 910 980 186	41 748 305 925	32 019 305 873
351 Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	21 944 538 284	22 394 486 829	11 689 095 405	5 327 288 830
9 - Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	554 413 353 552	603 593 717 708	188 133 778 965	114 388 909 404
343 Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ec	47 683 308 378	53 305 881 075	42 353 171 286	15 294 126 553
345 Ministère des Eaux et Forêts	79 187 906 935	89 640 261 935	55 549 702 719	33 174 218 521
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	427 542 138 239	460 647 574 698	90 230 904 960	65 920 564 330
Total Général	15 339 170 690 054	15 441 797 275 185	7 862 160 263 067	3 153 120 647 118

ANNEXE 5 : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministères hors avances, CST et Administration Générale au 30 juin 2025



ANNEXE 5 (Suite) : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministères hors avances, CST et Administration Générale au 30 juin 2025



ANNEXE 5 (fin) : Analyse de l'exécution budgétaire des programmes par Ministères hors avances, CST et Administration Générale au 30 juin 2025

